

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

En Russie,
l'équilibre des Trois

R. LOUZON

La situation dans
la métallurgie parisienne

René LE BRAS

Le socialisme libertaire et le
problème de la guerre

ERNESTAN

L'école, le syndicalisme
et la classe ouvrière

*R. GUILLORE
Roger HAGNAUER*

L'Automation devant le C.I.O.

Walter REUTHER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 103 - Mars 1956

En Russie, l'équilibre des Trois. — Notes
d'Economie et de Politique : Les tomates
d'Economie et de Politique : Les tomates
ont atteint leurs buts. — « Réduisez la
production »

F. LOUZON

Lettre d'Alger

J.-P. FINIDORI

Le socialisme libertaire et le problème de
la guerre

ERNESTAN

L'école, le syndicalisme et la classe ou-
vrière :
Un problème syndicaliste

R. GUILLORE

L'actualité permanente du débat sur
l'école

R. HAGNAUER

Réunion du Cercle syndicaliste Presse-Livre.
Réunion du Cercle Zimmerwald.

René LE BRAS

La situation dans la métallurgie parisienne

Parmi nos lettres : Le Mir et la commune
russe

Guy VINATREZ
walter REUTHER

L'automation devant le C.I.O.
Quelques remarques encore à propos du
Jacquet.

Lettre de Santiago : Panorama social du
Chili

F.-P. SOSPEDERA

Lettre d'Argentine : Situation économique
et perspectives ouvrières

Propos sur lectures et vagabondages : Sur
les scissions. — Action de classe ou front
populaire ? — Glorification des morts ou
libération des vivants ? — Amabilité pé-
dago-soviétique. — Sur une condamnation
d'Einstein

R. H.

Libérez Messall Hadj !

LE CERCLE ZIM-
MERWALD

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas. au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné d'une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

En Russie, l'équilibre des Trois

On a beaucoup épilogué sur la signification de cette « direction collective » qui fut le leitmotiv du récent congrès de Moscou.

Comme pour toutes les choses du même ordre, l'explication en est impossible si l'on s'en tient au domaine des idées ; tout devient, au contraire, très clair si, au lieu de chercher l'explication d'une idéologie dans les idées, on la cherche dans un rapport de forces.

La « direction collective » actuellement prônée par Khrouchtchev, Mikoyan et Boulganine, signifie seulement que les forces des trois groupes que ceux-ci représentent, le Parti, les Techniciens et l'Armée (1) sont, pour l'instant, à peu près équivalentes et, qu'en conséquence, elles sont obligées de gouverner ensemble.

Par « direction collective », il ne faut donc pas entendre une direction assurée par une simple collection d'individus, mais une direction assurée par une collection de groupes sociaux.

Au temps de Staline, le Parti, c'est-à-dire l'appareil politique chargé d'assurer le strict maintien

(1) Je sais bien que le commissaire politique Boulganine n'est pas l'homme de l'armée ; il n'en est pas moins le représentant officiel.

du régime despotique à l'intérieur et la préparation de la conquête du monde à l'extérieur, gouvernait seul. Son chef était le maître unique. Techniciens, armée, police lui étaient étroitement subordonnés, autant que le simple paysan ou l'ouvrier ; ils avaient, tous trois, uniquement à exécuter, sans aucune voix dans la direction.

Aujourd'hui, la Police a été éliminée du fait du coup manqué de Béria, mais il reste encore le Parti, les Techniciens et l'Armée ; or, l'exécution des plans quinquennaux, l'importance de plus en plus grande prise par l'industrie dans la vie économique russe au cours des vingt dernières années, ont renforcé considérablement la puissance des Techniciens ; celle des Généraux ne l'a pas moins été, du fait du rôle que l'armée eut à jouer au cours de la guerre de 41-45 et par celui qu'elle est appelée à remplir durant la tentative d'une conquête du monde qui semble de plus en plus fatale. C'est pourquoi il n'est plus possible de maintenir ni les Techniciens ni les Généraux à l'écart du pouvoir ; avec la « direction collective » ils ont désormais le droit de participer à l'élaboration de la politique générale.

Quant aux travailleurs, paysans et ouvriers, ils continueront, comme jusqu'ici, à compter rigoureusement pour zéro.

Notes d'Economie et de Politique

LESTOMATES ONT ATTEINT LEURS BUTS

Catroux était la dernière carte...

Catroux était la dernière carte dont disposait la France pour se maintenir en Algérie.

Catroux qui avait, lors du gouvernement de Gaulle à Alger, fait cet acte révolutionnaire, d'accorder, au moins en principe, la citoyenneté française aux indigènes algériens, Catroux qui venait de réparer au Maroc les pots cassés par Juin, Catroux qui avait donné, en dehors de ses missions officielles, maintes preuves publiques de sa sympathie pour les revendications nord-africaines, était à peu près le seul homme auquel les Algériens indigènes pouvaient accorder une certaine confiance, et le seul, par conséquent, qui pouvait les ramener, non point certes à subir la domination de la France, mais, au moins à collaborer avec elle.

Enfoncés jusqu'au cou dans leur prétentieuse stupidité, dans leur orgueil d'Aryens et de Blancs, les Européens d'Algérie ne l'ont pas voulu.

Trente années d'une expérience désastreuse, dont chaque étape n'a fait que renforcer le mouvement national algérien, ne leur ont rien fait perdre de leur intransigeance. Ils se sont dressés contre Catroux avec plus de force encore que, naguère, contre Viollette.

Chaque fois que la métropole, ou que des hommes venus de la métropole, capables de juger plus objectivement qu'eux-mêmes de leurs propres intérêts, ont voulu rogner tant soit peu de leurs privilèges en accordant quelques droits à leurs « sujets », ils se sont rebellés avec un entêtement qui rappelle celui de nos ordres « privilégiés » pendant les années qui précéderent 89, et avec une unanimité et une violence telles que

Paris dut, chaque fois, comme Louis XVI, capituler.

Dès 1926, Viollette, alors gouverneur général de l'Algérie, ayant préparé des mesures fort anodines qui accordaient le droit de suffrage à un petit nombre d'Algériens, ses intentions furent dénoncées dans la presse algérienne par le grand porte-parole de la colonisation, le Borgeaud d'alors, le sénateur Duroux (2) et, 48 heures après, Viollette, malgré toute l'importance qu'il avait à cette époque dans le monde politique français, était débarqué.

Dix ans plus tard, au temps du Front populaire, le simple dépôt d'un projet de loi (projet Blum-Viollette) accordant quelques garanties et quelques droits aux indigènes d'Algérie, fut suivi d'une menace de démission collective de tous les maires d'Algérie (sauf une dizaine), ce qui fit rester le projet... à l'état de projet.

Puis, lorsque, sous le gouvernement d'Alger, la citoyenneté française fut accordée aux Algériens, qui, jusque là, étaient « Français », mais non citoyens français, les colons ne purent, pour une fois, s'opposer ouvertement à cette satisfaction de principe, d'une part, parce qu'on était en pleine guerre, et qu'en pleine guerre il faut bien accorder des satisfactions « de principe » à ceux dont on réclame le sang, et, d'autre part, parce que tous ces patriotes qui réclament aujourd'hui l'« Algérie française », avaient été sous l'occupation, à 90 % au moins, de fervents vichystes, mais ils se mirent à l'œuvre dès qu'ils le purent pour que le principe reste à l'état de « principe ».

Le premier gouverneur général qui fut nommé par la IV^e république, le socialiste Châtaigneau,

(2) La seule différence entre Borgeaud et Duroux est que le premier « fait » dans les vins, tandis que le second « falsait » dans les céréales.

étant soupçonné de vouloir faire de ce principe une réalité, on s'arrangea pour le faire sauter avant la date fatidique des premières élections auxquelles devaient participer les nouveaux citoyens, et on le fit remplacer par un « socialiste » à tout faire, le ministre Naegelen, qui organisa la pression et la fraude électorale sur une échelle qui n'eut jamais sa pareille dans aucun pays civilisé, même dans l'Allemagne d'Hitler, même dans la Russie de Staline.

Ces élections « préfabriquées » et « socialistes » furent la goutte qui fit déborder le vase. Le fait qu'elles étaient l'œuvre du représentant du seul parti français qui ne s'affirmait pas colonialiste, commença à faire comprendre à tous les Algériens qu'ils ne pouvaient compter sur personne en France, et que le recours à la force était donc leur seule ressource. Les élections préfabriquées de Naegelen et toutes celles du même genre qui suivirent sont la cause immédiate de l'insurrection d'aujourd'hui ; le socialiste Naegelen est le responsable direct de la présente guerre d'Algérie, tout comme le socialiste Moutet, qui, en tant que ministre de la France d'outre-mer, entérina, sur place, la rupture avec Ho Chi Minh, fut le responsable direct de la guerre d'Indochine.

Avec un tel passé, après trente années de promesses jamais tenues, et non tenues à cause de l'opposition des Algériens européens, il n'aurait pas fallu moins, pour la France, que la présence, en tant que gouverneur général, d'un homme aussi « engagé » que Catroux pour remonter la pente et ramener la paix en Algérie en faisant espérer aux indigènes que, cette fois, ils pourraient avoir confiance dans la parole du représentant de la France. Il se peut d'ailleurs que cette ultime tentative fût trop tardive pour réussir, mais elle pouvait être tentée. Les colons s'y sont refusés. La dernière carte n'a même pas pu être jouée.

...et Mollet vient de rompre les derniers ponts

La politique elle-même a sa logique. Ayant capitulé sur les personnes, Mollet devait capituler sur les choses.

Après avoir débarqué Catroux à la minute même qui suivit sa réception aux tomates, Mollet, quinze jours plus tard, jetait par-dessus bord la politique dont il s'était primitivement fait le défenseur.

On ne saurait imaginer dégonflage plus radical. La paix par la négociation, tel avait été le premier mot d'ordre du nouveau président du Conseil ; or, dans son allocution du 27 février, il l'a remplacé par cet autre : capitulez ! Car demander au peuple algérien de déposer les armes avant que lui soit accordé quoi que ce soit n'est autre chose que d'exiger sa reddition sans conditions.

Je dis bien : avant que lui soit accordé quoi que ce soit, car personne ne peut prendre au sérieux la répétition pour la centième fois d'une promesse d'élections « libres et sincères ».

Et d'abord, des élections à quoi, et sous quelles formes ?

A l'Assemblée algérienne ? au Parlement français ? ou à quelque chose d'autre ?

Des élections qui auront lieu dans le cadre des deux collèges, qui accorde autant de représentants à un million de Français qu'à neuf millions de musulmans, ou bien des élections au sein d'un collège unique avec égalité de droits pour chaque musulman et chaque Français, comme Mollet lui-même l'avait proposé avec insistance pendant les premiers jours de son ministère, mais

qu'il abandonne aujourd'hui, puisqu'il n'en parle pas.

De ces élections, dont on ignore d'ailleurs tout, Mollet dit qu'elles seront « libres et sincères ». Non, mais sans blague ! Est-ce qu'on n'a jamais promis des élections autres que « libres et sincères » ? Est-ce que le procre d'une élection n'est point d'être libre et sincère ? Et est-ce que toutes les élections qui ont eu lieu en Algérie depuis dix ans, n'ont pas été présentées comme ayant été « libres et sincères » ?

Pourquoi voulez-vous donc que les Algériens acceptent maintenant comme une vérité ce qu'ils ont pu constater dix fois être un mensonge ? Pourquoi auraient-ils plus confiance dans la parole d'un Mollet que dans celle d'un autre, alors que ce Mollet est le chef du parti auquel appartenait et appartient encore l'auteur des premières élections préfabriquées et que ce parti a récompensé le falsificateur en en faisant son candidat à la présidence de la République ?

Même si, au moment où il a fait sa promesse, Mollet était sincère, comment compter qu'il ne capitulera pas là-dessus aussi, à la première injonction des colons, tout comme il a capitulé pour Catroux, tout comme il a capitulé pour les négociations et tout comme il a capitulé pour le collège unique ? Et si ces élections avaient lieu, ne seraient-elles point supervisées par un Lacoste dont tout fait présumer qu'il est déjà devenu un autre Naegelen ?

C'est pourquoi, si les combattants algériens sont de belle humeur, et sans doute le sont-ils, ce ne peut être que par un grand éclat de rire qu'ils répondront aux sornettes du président du Conseil.

L'offre insultante que ce dernier a fait à l'armée de libération nationale n'aurait de sens que si elle s'adressait à des vaincus. Or, jamais les Algériens n'ont été aussi peu vaincus, jamais leur armée n'a été aussi forte.

Ainsi, après avoir abandonné la dernière carte, Mollet a coupé les derniers ponts. L'Algérie tout entière sait aujourd'hui qu'elle ne peut pas plus compter sur un Mollet que sur un Bidault ou sur un Pinay, pour entendre ses revendications et y faire droit. C'est donc, décidément et définitivement, la guerre.

Une guerre qui sera d'une violence extrême. Une guerre qui durera sans doute longtemps, avec des hauts et des bas peut-être pour chaque parti, mais dans laquelle les combattants de l'un des camps n'ont rien à perdre « que leurs chaînes », tandis que pour les Français, qu'ils soient d'Algérie ou de France, cette guerre constituera un fardeau qui sera chaque jour plus lourd.

La parole est désormais à la force, et à la force seule. La force morale des opprimés d'un côté et la force matérielle des oppresseurs de l'autre. Si tardive qu'elle puisse être, l'issue ne semble guère douteuse.

« REDUISEZ LA PRODUCTION ! »

« Réduisez la production ! », tel est maintenant le mot d'ordre du capitalisme britannique. Après avoir pendant dix ans proclamé la nécessité de produire plus et plus, voici maintenant que le gouvernement anglais impose des mesures qui ont pour but avoué de ralentir l'activité économique !

Rappelons que les trois principales mesures prises le mois dernier par le chancelier de l'Echiquier et approuvées par les Communes sont les suivantes :

Obligation de ne vendre à crédit aux consommateurs (autos, frigidaires, etc.) que moyennant le paiement comptant d'un acompte plus élevé

que celui exigé précédemment — ce qui doit avoir pour effet la diminution des ventes de tous ces objets, donc la réduction de leur production (cela au moment même où les fabricants du plus important d'entre eux, l'automobile, viennent déjà de décréter un chômage partiel de leurs usines) ;

Suppression de l'exonération d'impôts sur les bénéfices qui sont remployés par les industriels pour moderniser ou agrandir leurs usines — ce dont doit résulter une diminution, dans l'immédiat, des commandes de biens d'équipement et, dans l'avenir, la suppression de l'accroissement de production qu'auraient pu fournir ces usines une fois qu'elles auraient été modernisées ou agrandies ;

Enfin, coiffant le tout, élévation du taux de l'escompte de 4,5 % à 5,5 % — ce qui ramènera au minimum les achats faits par les commerçants à leurs fournisseurs, car ceux-ci tendront à n'acheter que ce qu'ils pourront payer comptant afin de s'épargner des frais d'escompte aussi lourds.

La première mesure est donc dirigée spécialement contre la production des biens de consommation, la seconde spécialement contre la production des moyens de production, et, la troisième, indistinctement contre les uns et les autres. Ainsi on est sûr que tout y passe !

On voit qu'on ne saurait donc prendre plus complètement le contrepied de la politique suivie jusqu'ici par l'Etat britannique ainsi que par tous les Etats occidentaux, chez lesquels on a souvent rationné la consommation des marchandises qui se trouvaient être en état de pénurie, ou qui étaient importées, ou même, en Angleterre notamment, celles que l'on voulait réserver à l'exportation, mais on n'avait jamais jusqu'ici rationné la production elle-même !

Quel but poursuit-on ainsi ?

Lutter contre l'« inflation » se contente de déclarer Mac Millan. « Inflation », « inflationniste », « tendances inflationnistes », mots magiques et mystérieux mis à toutes les sauces.

Dans son sens originel, « inflation » a une signification très précise : c'est la fabrication de faux billets de banque émission de billets sans contrepartie d'une mise en vente d'une marchandise, mais maintenant le mot « inflation » n'est plus qu'un talisman qui dispense à celui qui l'emploie d'avoir à fournir des explications.

En fait, il s'agit d'un nouvel épisode de la lutte contre la crise que le boom actuel des affaires fait prévoir : tout comme les Américains, les Anglais essaient d'éviter la crise en ralentissant et, si possible, en arrêtant le boom.

Nous avons signalé, presque mois par mois, les mesures successives prises dans ce sens par les autorités financières américaines ; depuis trois mois ces dernières ont pu rester à peu près inactives du fait que l'incertitude concernant la décision d'Eisenhower sur sa candidature à une seconde présidence a suffi à ralentir la hausse de Wall Street, mais l'Angleterre, qui est beaucoup moins sensible à la question Eisenhower, a continué à s'emballer suffisamment pour que la Cité ait cru bon d'agir.

Le tandem Londres-Washington marche donc tout à fait de concert dans sa lutte contre les « symptômes de pré-crise », mais ses efforts réussiront-ils ? Il est encore impossible de se prononcer.

En tout cas, il est intéressant de constater que le capitalisme ne peut essayer de lutter contre la crise, c'est-à-dire contre un ralentissement de la production, que par un autre ralentissement de la production, contre un ralentissement brusque et violent que par un ralentissement progressif et tempéré. C'est un traitement homéopathe, ou dialectique — comme on voudra !

Et il est non moins intéressant de constater que cette production que l'on cherche à ralentir n'est nullement, au moins dans son ensemble, en état de « surproduction » ; il y a des acheteurs pour tout ce qui est présentement produit, puisque c'est précisément en agissant sur les acheteurs, en gênant leurs achats, en réduisant la vente qu'on tente de réduire la production.

R. LOUZON.

Lettre d'Alger

Dans les trois semaines que je viens de vivre ici, j'ai eu l'occasion de me rendre compte qu'un choc terrible — entre les deux communautés : arabe et européenne — est inévitable.

L'insécurité est totale dans l'intérieur du pays. A quand le tour des villes, même côtières ? La pression des « rebelles » est si forte que les Européens seront obligés de se battre, s'ils ne veulent pas être jetés à la mer. Or les Européens, enracinés en Algérie depuis bien plus longtemps qu'en Tunisie et au Maroc, considèrent que l'Algérie est leur chose, sans aucune réserve. Ils se battraient résolument, car le privilège n'exclut pas le courage. Quant à celui des Arabes, on le connaît ; il n'est pas inférieur.

Tout paraît mis en œuvre pour une guerre sans merci. L'Administration, les maires font un travail tel que le fossé se creuse de plus en plus. La provocation par les gendarmes est constante. J'ai pu en constater les effets relatifs, mais pleins de menaces, dans l'espace de huit jours.

Dans un petit centre rural à 30 km. d'Alger. C'est jour de marché. Ouvriers agricoles et fellahs sont nombreux dans la rue principale. Devant un café maure, qui vient de s'ouvrir, il y a foule. Tout à coup, devant la porte, un Arabe, jeune, s'écroule, se relève, puis s'écroule de nouveau, sans un geste, sans un cri. Sous les coups de poing d'un gendarme français. Pendant qu'un autre gendarme français gifle à tours de bras d'autres Arabes, jeunes. Les gendarmes étaient accompagnés de quelques soldats avec fusil et mitraillette. J'ai vu la scène.

Pourquoi ? Interrogatoire d'identité ! Tout Arabe étant présumé fellaga. L'interpellé ne répond pas assez vite, ou n'a pas de carte. Ramassé, conduit à la gendarmerie — par un envoi de coups de pied dans le derrière — pour y recevoir le jet d'eau froide en pleine figure jusqu'à l'étouffement, l'épuisement.

Pourquoi l'Arabe n'a-t-il pas sa carte d'identité ? En principe il doit avoir acquitté ses impôts. Or l'ouvrier agricole, surtout, ne le peut guère. 350 francs par jour ! Mais en principe seulement, car, huit jours plus tard, à 6 km. plus loin, j'apprenais que jusqu'à nouvel ordre on ne délivre plus de cartes d'identité aux Arabes. Or ce sont les mairies qui délivrent ces cartes. Pourquoi ne les délivrent-elles pas ? Mais pour avoir l'occasion de provoquer d'abord, dans l'espoir d'exterminer ensuite. Car les maires veulent la saignée, à la Malgache.

Une autre méthode de provocation. Un établissement thermal est tenu par les Arabes. Les gendarmes arrivent, revolver au poing, fouillent les chambres des clients, jusque sous les matelas. Les personnes ainsi malmenées, paient, prennent la route et ne reviennent plus.

Les Arabes du café maure et aussi ceux du Hammam, ne peuvent que rêver mitraillette !

Depuis huit jours les rapports entre les gosses européens et indigènes se sont tendus. Ils parlent de « casser la gueule, bientôt ». Or l'enfant, à l'école ou dans la rue, reflète la pensée des parents.

Le mépris ! la haine ! La guerre en Algérie sera atroce. Malgré les libéraux des deux camps, car il y en a, pour qui un homme en vaut un autre. Et qui le pensent depuis toujours. Ils n'ont pas pu se faire entendre jusqu'ici, comment peuvent-ils être entendus maintenant ! Trop tard, à notre avis.

J.-P. FINIDORI.

LE SOCIALISME LIBERTAIRE ET LE PROBLÈME DE LA GUERRE⁽¹⁾

La position du socialisme en général et du socialisme libertaire en particulier vis-à-vis du problème de la guerre est, en principe, aussi simple que claire.

La guerre est la conséquence naturelle et inévitable de l'exploitation et plus encore de l'oppression de l'homme par l'homme. C'est en effet par l'organisation des sociétés humaines sur des bases autoritaires centralistes et hiérarchiques que le monde fut et reste divisé en « Etats souverains » qui, par définition, sont nécessairement rivaux.

Etant donné l'existence de ces Etats, il ne peut évidemment pas y avoir de droit international réel et vivant. Dans le monde tel qu'il fut et qu'il est, la paix n'est jamais qu'un état de choses très précaire résultant d'un équilibre de forces. Il arrive que cet équilibre soit sanctionné par des traités, des alliances et des coalitions, mais il reste éminemment instable. Dès que, pour une raison quelconque, cet équilibre se rompt, les oppositions d'intérêts apparaissent isolément, les conflits surgissent et il ne reste plus aux Etats intéressés qu'à recourir à la guerre.

Souveraineté des Etats

Il est par conséquent absolument utopique d'espérer une pacification réelle et définitive du monde par des accords et des conventions entre Etats souverains et les expériences de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies sont, à cet égard, assez concluantes.

Quant à amener les Etats à se démettre de leur souveraineté au profit d'organismes internationaux, dotés de pouvoir supranationaux, c'est vouloir ignorer que la condition première de l'existence même d'un Etat est, précisément, sa souveraineté. Autrement dit, demander à un Etat l'abandon de sa souveraineté, c'est lui demander le suicide par persuasion.

L'Etat, en effet, puise l'essentiel de sa force dans son particularisme et dans le fait qu'il est une autorité centrale et suprême régnant sur une collectivité déterminée qu'il exploite en même temps qu'il la domine.

S'il arrive cependant qu'un Etat conclut avec un autre Etat une alliance si étroite qu'il en perde sa souveraineté, il n'est plus permis alors de parler d'alliance, mais de simple subordination, comme par exemple l'alliance de la Russie avec ses Etats dits très justement satellites. Il est clair que cette manière de régler le problème de la souveraineté des Etats est tout le contraire d'une solution de paix et que, en renforçant ainsi l'un ou l'autre Etat, on ne fait que le rendre plus puissant et plus agressif. Car il faut être bien persuadé qu'au long temps que subsisteront seulement deux Etats, la guerre entre eux serait un jour inévitable.

D'où il faut logiquement conclure que la paix ne sera assurée que lorsque le monde ne constituera plus qu'un seul empire, ou, pour employer le terme juridique, un seul Imperium, l'« Imperium humain ».

Le pacifisme à base morale et rationnelle est insuffisant et inopérant, parce qu'il suppose ou présuppose que les hommes font la guerre par plaisir ou par intérêt personnel. Alors que, en réalité, l'immense majorité des travailleurs et des individus acceptent la guerre pour des raisons qu'ils considèrent d'ordre supérieur, tout en sa-

chant fort bien que la guerre n'est ni agréable ni avantageuse. Les peuples acceptent les risques et les sacrifices de la guerre parce qu'ils restent attachés à certaines valeurs et à certains intérêts respectifs moraux, politiques, économiques et sociaux.

Guerre totale et totalitaire

Il est faux de dire, sous prétexte que tous les régimes comportent des formes d'oppression et d'exploitation, que tous se valent et qu'aucun ne mérite d'être préféré et défendu. Il est surtout vrai que l'imposition d'un régime nouveau à un peuple sera d'autant moins acceptée par lui si cette domination est le fait d'une puissance étrangère.

Dans la période historique moderne et jusqu'à la guerre de 1914-18, les guerres avaient des objectifs limités, tels des rectifications de frontières, des émancipations nationales, des partages de colonies, etc. Depuis, pour des raisons déterminées, principalement sur l'évolution économique et technique, la guerre est devenue totale et totalitaire. En ce sens que ce qui est en jeu n'est autre que le contrôle et la domination totale du monde.

Les forces qui, actuellement, se disputent le contrôle du monde ne sont plus virtuellement que deux, dont les centres vitaux sont, d'une part, la Russie, d'autre part, les U.S.A.

Le contenu et la structure de ces forces sont cependant très différents. Le bloc russe est une force monolithique, dont les éléments constitutifs sont étroitement solidaires, soumis et dirigés, tandis que les forces qui s'opposent à l'impérialisme stalinien sont, à tous points de vue, hétérogènes et groupent des éléments parfois nettement opposés. A tel point qu'il serait impossible de fixer aux forces antistaliniennes un but de guerre commun autre que défensif. Tandis que le but de guerre du bloc russe est, on ne peut plus clairement, l'établissement du capitalisme d'Etat totalitaire et mondial.

Dans ces conditions on peut soit s'engager à ne prendre en aucune façon parti pour l'une des forces ou des belligérants en guerre, soit développer au sein d'une nation en guerre une vigoureuse et puissante agitation pour le refus de faire la guerre.

On peut évidemment prendre cette responsabilité, mais attirons l'attention sur le devoir qu'il y a dès lors de prendre toutes ses responsabilités. Ce qui veut dire qu'en affaiblissant une nation en guerre, on favorise indirectement mais nettement les forces adverses. Ce qui signifie, en dernière analyse, que l'on mène une action qui n'est plus « neutre ».

On ne pouvait mieux illustrer cette vérité qu'en rappelant la guerre civile espagnole de 1936-37, lorsque l'on vit des pacifistes appuyer ouvertement la politique de « non-intervention », de sinistre mémoire, qui aboutissait pratiquement à lier les mains aux républicains, tandis que les rebelles franquistes étaient armés à outrance.

Quant à espérer qu'en pratiquant le prosély-

(1) Rapport et commentaires tirés d'un livre de Hem Day et Prudhommeaux sur Ernestan (mort en 1954) publié aux Editions « Pensée et action de Bruxelles ». Les éditeurs n'adoptent probablement pas toutes les thèses d'Ernestan, mais ils les publient toutes sans commentaires. Exemple à suivre !

tisme neutraliste dans le bloc antistalinien, on amènera les combattants staliniens à faire de même, de telle sorte que la guerre s'arrête par la réconciliation générale, c'est là une espérance des plus aléatoires et dont les risques ne peuvent davantage être sous-estimés. Risques qui ne seraient autres que le triomphe de l'impérialisme stalinien.

Enfin, resterait la suprême espérance d'organiser contre la domination du stalinisme triomphant une résistance révolutionnaire intérieure. Mais là non plus, la raison et l'expérience ne permettent de grandes illusions. La terreur policière, le marchandage organisé dans tous les domaines de la vie sociale et même privée, le monopole de tout moyen de propagande et d'éducation et tout le réseau qui enserre l'individu de la naissance à la mort, tout cela rend finalement impossible au sein des régimes totalitaires absolus toute tentative de caractère révolutionnaire et libertaire.

Troisième force ou troisième front

Ni Staline ni Truman, disent-ils encore ; pour la troisième force ou le troisième front contre la guerre et pour la révolution prolétarienne libertaire.

On regrette toutefois que dans toute la propagande faite en ce sens, on ne trouve pas — quoi qu'on dise — de directives suffisamment pratiques et concrètes.

Or la guerre est un fait extrêmement précis et positif. Autrement dit : si demain les hostilités commencent entre le bloc russe et les forces adverses, soit sur l'Oder, soit en Alaska, soit ailleurs, que faut-il faire ? Telle est la question à laquelle devraient cependant répondre les tenants du troisième front révolutionnaire. Logiquement et pratiquement répondre à la guerre par l'action révolutionnaire ne peut consister qu'en des actes paralysants et qui sabotent l'effort de guerre du pays où l'action révolutionnaire se produit.

C'est en réalité entreprendre une guerre intérieure au moment où la nation est engagée dans une guerre extérieure ou résiste à l'invasion.

Invoquer à ce propos l'exemple de la révolution russe de 1917 est, plus que jamais, confondre comparaison et raison.

1) La Russie de 1917 n'était pas un Etat mû par un impérialisme totalitaire.

2) L'Allemagne était affaiblie par trois années de guerre et n'aspirait qu'à neutraliser la Russie.

3) Etant donné la situation de l'Allemagne, d'une part, et, d'autre part, que la Russie disposait encore d'un immense potentiel de force — dont le dynamisme révolutionnaire n'était pas le moindre — les émissaires bolchevistes à Brest-Litovsk traitaient, pour le moins, de puissance à puissance.

4) Les bolchevistes pouvaient ne pas se soucier des clauses de paix (ou d'armistice) momentanément désavantageuses et qui ne touchaient pas, pour eux, à l'essentiel.

Tout autre serait, naturellement, la position de révolutionnaires qui ayant pratiqué avec succès le sabotage et l'action révolutionnaire dans leur pays le verraient occuper par l'armée bolcheviste et prétendraient alors imposer aux généraux et agents staliniens une politique sociale réellement socialiste et libertaire. Supposition dont il n'est pas besoin de démontrer le caractère illusoire.

Placer sur le même pied et considérer de la même manière que le stalinisme l'ensemble des forces qui sont décidées à lui résister est faux et dangereusement simpliste. Il est bien vrai qu'il existe dans le monde, en dehors du bloc russe, des forces réactionnaires, dont les agissements et les aspirations sont aussi dangereux, potentielle-

ment, que ceux qui triomphent actuellement en Russie. Mais il existe aussi dans le restant du monde — et en Amérique comme ailleurs — des forces démocratiques, révolutionnaires et libertaires, dont les possibilités de développement sont indéniables et réelles et qu'il importe de ne pas laisser anéantir.

Lutte contre le fascisme rouge

La position socialiste libertaire juste est au contraire une prise de position marquant une volonté inébranlable de combattre sans relâche l'impérialisme stalinien et de lui résister au cas où il prendrait l'offensive armée. Loin de chercher à se dissimuler ce danger ou de vouloir en diminuer l'importance, il convient, au contraire, que les forces libertaires, de même qu'elles furent toujours à l'avant-garde dans la lutte contre le fascisme noir, blanc ou brun, soient encore à l'avant-garde contre le fascisme rouge.

C'est parmi ces raisons de conscience qu'il faut ranger la non-violence dès l'instant où elle est érigée en doctrine et en système. Car s'il est vrai que la violence systématique est incompatible avec les conceptions libertaires, toute l'histoire du mouvement anarchiste est là pour démontrer que l'anarchisme n'implique aucunement, dans tous les cas, la non-violence. De sorte que si je puis approuver celui qui, obéissant à sa conscience, n'oppose à la violence qu'une protestation non violente et en accepte héroïquement les conséquences, je ne vois pas en vertu de quel principe il prétendrait m'obliger à adopter la même attitude.

En ce qui me concerne, du reste, j'avoue ne pas avoir dans cette question d'opinion trop catégorique. Je crois qu'en certains cas la résistance non violente peut être extrêmement efficace, mais que, en d'autres circonstances, elle est sans aucune valeur, pratiquement impossible ou proprement absurde. Je n'ai sur ce dernier point qu'une seule expérience, mais suffisante. Durant la dernière guerre, j'ai passé deux mois dans un camp d'internement de la gestapo (particulièrement dur, il est vrai). Et quoique il y avait parmi nous quantité de vrais résistants et de militants éprouvés, tous nous rampions sur le ventre sans un murmure. La seule forme de protestation possible était le suicide ; certains en usèrent, mais par simple désespoir et sans espérer que cela générerait en rien leurs bourreaux. Je m'empresse d'ailleurs d'ajouter qu'un acte de résistance violente eût été plus absurde encore, car il aurait entraîné des représailles mortelles non seulement pour le résistant, mais sans doute pour quantité de ses compagnons. D'où j'ai définitivement tiré la leçon que, parvenues à un certain degré, la force et la violence ne permettent plus aucune résistance efficace. Et d'où il résulte que tout le problème consiste à réagir contre un régime de violence totalitaire avant qu'il soit devenu tout-puissant.

Que l'on cesse donc de nous présenter les succès (très relatifs du reste) que le gandhisme remporta aux Indes comme une modeste et une panacée, alors qu'il s'agit là de faits qui se déroulèrent dans des conditions sans rapport avec ce qui nous occupe. Qu'il suffise d'imaginer un prédicateur gandhiste s'adressant aux Juifs, que l'on entassait dans les wagons à destination des camps de concentration et des fours crématoires, ou un illuminé s'en allant prêcher la non-collaboration et le boycottage aux ouvriers de Prague, de Moscou ou de Bucarest. Il serait cruel d'insister...

Les libertaires et la neutralité

S'il est vrai que les libertaires ont toujours condamné la guerre et ses responsables, il s'en faut de beaucoup que dans ces tragédies historiques les militants libertaires aient toujours adopté

une attitude de pure neutralité et se soient considérés comme en dehors et au-dessus de la mêlée. Qu'il suffise de rappeler la position de Bakoune durant la guerre franco-allemande de 1870, celle de Kropotkine durant la guerre de 1914-18, celle de Rocker durant la guerre de 1939-45. Et si l'on peut ainsi que moi-même faire des réserves à propos des positions adoptées par ces militants, qui donc leur conteste la qualité de libertaire ?

Est-il besoin, au surplus, d'invoquer ces précédents personnels ? N'y a-t-il pas le combat de nos frères espagnols de 1936-37 ? Et pourtant n'y avait-il pas dans les rangs des antifranquistes, des éléments avec lesquels les libertaires étaient bien loin d'être en communauté d'idées et d'intérêts ?

La vérité est que la neutralité qui semble prévaloir présentement chez nombre d'anarchistes témoigne d'un optimisme tranquille qui se rattache au progressisme béat qui fleurissait au siècle dernier. Rien ne peut ébranler la foi de ces militants dans le triomphe inéluctable de l'anarchie idéale. Ils restent convaincus qu'en dépit de tous les contretemps, l'histoire travaille nécessairement pour eux. Ils pensent que la prochaine guerre ne serait, elle aussi, qu'un contretemps et que l'essentiel est de bien marquer que l'on est en dehors du jeu. De manière à apparaître, au lendemain de la catastrophe, purs de toute souillure et détenteurs de la seule et radieuse vérité.

L'esclavage ou la résistance

C'est ici qu'il importe d'être clair et de répondre autrement que par des déclarations de principe.

1) Peut-on résister à la force armée stalinienne autrement que par la force ? A quoi je réponds catégoriquement : Non.

2) Les chances de résister victorieusement au stalinisme valent-elles les terribles risques que cela peut entraîner ? A quoi je réponds tout aussi catégoriquement : Oui.

Et c'est avec le souci des termes exacts que je déclare : plutôt le risque de mort que la certitude de l'esclavage.

Qu'après cela on m'accuse de pactiser avec les banquiers, les généraux, Franco, le pape ou le diable, ne peut me troubler. S'il convient à ces gens de s'opposer au stalinisme par des moyens et pour des buts qui ne sont pas les nôtres m'importe peu. Autant que d'autres, je sais ce que valent les pseudo-démocraties. Avant de connaître les camps de concentration nazis, j'avais connu ceux de la France républicaine et démocratique. Le monde dit « libre », c'est bien vrai, est profondément corrompu et renferme les pires possibilités, mais laisse cependant une raison de vivre : l'Espoir ; un espoir de vaincre cette corruption et de construire la liberté dans la justice sociale. Tandis que le stalinisme triomphant signifie la perte de toute espérance pour une durée imprévisible et peut-être à jamais.

Dès le moment où le socialisme se concrétisa et commença à jouer un rôle agissant, un conflit profond et irréductible le divisa. La fondation même de la Première Internationale n'est, en définitive, qu'une tentative de compromis entre libertaires et autoritaires. Quant à la brève existence de cette internationale, elle n'est qu'une âpre lutte qui ne pouvait se terminer que par la scission nette et définitive entre ceux que la logique de leur système poussait vers la tyrannie du socialisme étatiste et ceux qui ne pouvaient séparer le socialisme de la liberté.

Du marxisme au stalinisme

Depuis que les marxistes de la Première Internationale exclurent les libertaires (en usant vis-à-

vis d'eux de procédés qui préfigurent exactement ceux des Guépéou et N.K.V.D.), trois quarts de siècle se sont écoulés. Leur socialisme a fait son chemin et, après bien des vicissitudes, trouva sa plus parfaite expression dans le stalinisme.

Qu'il y ait des marxistes qui se soient insurgés ne change rien à l'affaire. Tous les catholiques ne souhaitent pas voir brûler vifs leurs adversaires. Ce qui n'empêche pas l'Inquisition d'être le couronnement inévitable du triomphe du catholicisme. Encore le totalitarisme catholique ne vise-t-il qu'un absolutisme religieux laissant à l'homme une marge de liberté économique, politique et sociale, tandis que l'absolutisme stalinien ne laisse aucune marge. Faisant table rase des valeurs morales acquises par des siècles de civilisation, il rétablit des formes d'esclavage que l'on croyait à jamais disparues, et ceci n'est pas de la littérature. Il y a derrière le rideau de fer, en dehors des hiérarchies nouvelles et de la masse des citoyens-travailleurs, la classe des sous-hommes que constituent les innombrables « ennemis du peuple », qu'après trente-cinq années de « socialisme » on découvre encore chaque année par dizaines de milliers. Travailleurs gratuits et anonymes, ils vont ainsi grossir les troupes de concentrationnaires qui peinent et qui meurent à la tâche sans plus de droits qu'un cheval de mine.

Et c'est devant la menace de voir un tel régime devenir universel que certains libertaires se déclarent « neutres », parce que, nous disent-ils, le monde qui s'oppose au stalinisme est un monde capitaliste, et que cela nous dispense de choisir.

En réalité, les choses sont beaucoup moins simples. Que l'économie du monde dit « libre » repose, dans l'ensemble, sur l'exploitation du travail par le capital est exact. Mais il est non moins exact que ce système a déjà subi des transformations profondes et qu'il est en pleine évolution. Or le sens de cette évolution est clair : il conduit inéluctablement vers l'abandon du capitalisme traditionnel et nous dirige vers des formes diverses de socialisme. Toute la question est de savoir quel socialisme.

Il n'y a, en définitive, que deux espèces de socialisme : le socialisme autoritaire et le socialisme libertaire. Tous les partis et tous les mouvements qui s'agitent actuellement dans le monde se situent entre ces deux pôles d'attraction. Quant au fait qu'ils puissent tous être appelés « socialistes » n'empêche pas qu'il y a entre eux tout ce qui sépare la liberté de l'esclavage et le désespoir de l'espérance.

De ce point de vue, la lutte qui oppose l'empire stalinien au reste du monde aura des conséquences décisives. De toutes façons, les structures économiques et politiques du capitalisme libéral sont condamnées. D'autre part, les nécessités historiques poussent irrésistiblement le monde vers son unification. Cette unification se réalisera-t-elle dans l'esclavage totalitaire ou dans un fédéralisme de caractère libertaire ?

Ainsi notre débat sur l'actuelle menace de guerre nous entraîne-t-il bien au delà du cas de conscience individuel pour mettre en cause toute la conception de notre rôle et de notre action. Il faut dire si l'anarchisme n'est rien d'autre qu'une philosophie à l'usage de cercles d'initiés, dont toute la raison d'être est d'en entretenir le culte, ou si cette philosophie doit inspirer un vaste mouvement social qui sera un facteur historique déterminant.

Ceux d'entre nous qui marquent leur volonté inébranlable de s'opposer au triomphe du stalinisme font, avant tout, acte de foi dans le triomphe du socialisme libertaire.

ERNESTAN.

L'École, le Syndicalisme et la classe ouvrière

Le cercle syndicaliste de l'Enseignement a ouvert, le 15 février 1956, le débat sur l'École et la classe ouvrière. Débat qui doit se poursuivre dans les colonnes de la R.P. et dans des séances d'études.

Nous publions aujourd'hui les deux exposés introductifs de R. Guillore et de Roger Hagnauer qui, bien entendu, ont exprimé leurs opinions personnelles, car il n'y a pas de doctrine officielle au Cercle et à la R.P.

Nous demanderons aux camarades qui sont intervenus le 15 février de développer leurs objections, arguments et opinions. Et nous donnerons ensuite la parole à tous nos lecteurs et amis, qu'ils soient enseignants ou non, car le problème doit retenir l'attention de tous les militants ouvriers.

Un problème syndicaliste

Le problème de l'école est un problème important et urgent. Autour de lui, on se battait physiquement, il n'y a pas si longtemps, dans un pays voisin. Il n'est pas absolument exclu qu'on en arrive là chez nous.

Deux catégories parmi ceux qui en contestent l'urgence : les gens de bonne foi et les autres. Hypocrites sont ceux qui découvrent aujourd'hui maints problèmes plus urgents, alors qu'il y a quatre ans, ils n'eurent rien de plus pressé que d'apporter de l'argent à l'Eglise. Quant aux critiques de bonne foi, ils oublient qu'il n'existe jamais de situation « pure » où l'on a le loisir de sérier les questions ; les problèmes graves se posent toujours tous ensemble, et pour en ajourner un au moment où il se pose, on n'en résout pas mieux les autres, au contraire.

Vue de l'extérieur, l'école est un « objet » autour duquel s'agitent les principales forces politiques. Nous la voyons aujourd'hui « coincée » entre deux Eglises non moins redoutables l'une que l'autre.

D'abord, la vieille Eglise. Elle se présente maintenant sous des dehors plus aimables ; elle s'est mise « à la mode ». Elle est progressive et parfois « progressiste ». Mais qu'on lui fasse la moindre concession et elle en abuse aussitôt. Elle veut tout. Voyez ce qu'elle fait encore en Espagne. Donc, aucune concession à la vieille Eglise. Il faut s'en tenir fermement au mot d'ordre : aucune subvention directe ou indirecte à l'Eglise, et, par conséquent, aucune subvention publique aux écoles cléricales.

Mais une nouvelle Eglise se présente comme farouche défenseur de l'école laïque. Elle ne nous inspire aucune confiance. Elle est « nouvelle » par les idées qu'elle défend en face de l'autre ; mais, par ses méthodes, elle n'innove pas parce qu'il n'y a pas tellement de méthodes différentes de tromper les pauvres et les opprimés. Elle est seulement plus brutale que la première parce qu'elle est plus jeune, qu'elle a moins appris à arrondir les angles, encore qu'elle s'essaie fort bien à l'onctuosité et à l'enveloppement. L'école laïque et elle sont deux antinomies. La première est école de liberté et de tolérance, école d'égalité aussi, tous principes qui hurlent contre les théories et les pratiques de l'Eglise dite « communiste ». Celle-ci met l'enfant en uniforme, non seulement au sens propre, mais, ce qui est plus grave encore, au sens spirituel de l'expression. C'est un faux ami de l'école laïque. Nous devons la défendre contre elle aussi, en lui opposant sans cesse les principes de l'école laïque et en l'« emberlificotant » dans ses contradictions. Pas de défense véritable de l'école laïque qui passe par des compromis avec la nouvelle Eglise.

Mais l'école peut être vue aussi de l'intérieur, comme « sujet ». Et il convient d'examiner comment elle

est satisfaite aux espoirs qu'on avait placés en elle, aux espoirs de la bourgeoisie libérale qui l'a créée, avec à la fois le réalisme d'une classe dominante et l'idéalisme d'une classe en progrès, mais plus encore aux espoirs de la classe ouvrière qui attendait tant de l'école laïque.

Sur le premier point, il faut dire que la décadence de la bourgeoisie a entraîné la décadence de son école. Sur le deuxième point, les pionniers du syndicalisme n'ont pas eu non plus satisfaction.

Au lieu de tendre vers un humanisme ouvrier, premier aperçu culturel de ce que serait l'homme et la société de demain, l'école du peuple a cherché sa voie — et les organisations syndicales universitaires également — vers les solutions centralistes et étatiques. N'opposons pas au monopole de l'Eglise le monopole de l'Etat. Les excès de « l'école unique » se révèlent aujourd'hui. Il y a eu certes quelque chose de sain et de touchant dans cet élan des classes populaires vers la culture, apanage jusqu'ici des riches et des puissants. Mais c'était quand même une culture aristocratique, une culture « des autres ». Les organisations ouvrières avaient abandonné là une de leurs tâches.

Le malheur est que la décadence de la bourgeoisie s'est accompagnée de celle du syndicalisme ouvrier. Et la solution du problème de l'école ne se sépare pas des efforts de redressement du syndicalisme. Il faut refaire un mouvement syndical pour régénérer l'école du peuple. Il n'y a pas tellement lieu d'être pessimiste. Des forces jeunes se préparent. Elles sont à la C.G.T. — oui, il y en a à la C.G.T. — elles sont à Force ouvrière, mais elles sont aussi à la C.F.T.C. Si elles s'unissent, elles nous referont à la fois un syndicalisme et une école.

R. GUILLORE.

L'actualité permanente du débat sur l'école

Quelles que soient les réserves que l'on puisse formuler sur les statistiques, on peut au moins en tirer des éléments d'appréciation, quant au sens et à l'ampleur d'un mouvement, à condition évidemment de comparer les variations d'une même grandeur calculées avec les mêmes unités.

Est-il possible de baser sur des statistiques l'examen du problème de l'École laïque, tel qu'il se pose depuis les lois organiques créant l'enseignement obligatoire, gratuit et laïque ? C'est quelque peu hasardeux, car les recensements n'ont pas toujours été accomplis avec une grande rigueur, et la propagande embrouillait les données. Des documents que nous avons utilisés dans la « R.P. », on peut tirer cependant quatre observations importantes :

1) De 1876 à 1905, la population scolaire n'a connu qu'une progression très faible, ce qui prouverait que la loi sur l'obligation ne fut que la consécration d'un état de fait ou le couronnement d'une longue évolution.

2) Alors qu'en 1876, les effectifs des écoles laïques (d'une laïcité d'ailleurs quelquefois douteuse) ne dépassaient que d'un peu plus de 500.000 ceux des écoles congréganistes — en 1905 ceux-ci n'atteignaient pas le dixième de la population scolaire totale.

3) La guerre de 1914-1918 semble avoir provoqué une renaissance des écoles dites libres qui en 1937 avaient doublé leurs effectifs de 1905.

4) Cette croissance est presque exclusivement déterminée par l'offensive cléricale à l'Ouest. Déjà, de 1903 à 1935, dans l'Ille-et-Vilaine, l'école laïque avait perdu 18,8 % de ses effectifs, en Vendée : 16,7 %. Mouvement qui s'est accéléré dans les dernières années de l'entre-deux-guerres et pendant la guerre de 1939-1945.

Dans l'ensemble des départements de l'Ouest, bretons et vendéens : de 1938 à 1945 : les effectifs laïques tombaient de 53,1 % à 44,4 % de la population scolaire, tandis que les effectifs libres montaient de 47,9 % à 55,6 %.

Dans les départements les plus noirs (la Vendée et l'Ille-et-Vilaine) l'enseignement cléricol s'imposait à 70 % des enfants d'âge scolaire.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner, selon des calculs beaucoup plus rigoureux, les effets sur la répartition des effectifs, de la loi Barangé votée en 1951.

En 1945, la population scolaire (de 6 à 14 ans) s'élevait à 4.367.000 têtes sur lesquelles 3.400.000 dans les écoles publiques et 961.000 dans les écoles « libres » et privées.

En 1950 la population scolaire montait à 4.418.000 enfants, à savoir 3.583.000 dans les écoles publiques et 835.000 dans les écoles « libres » et privées.

En 1955, 5.226.000 enfants d'âge scolaire se répartissaient en 4.318.000 élèves des écoles publiques contre 915.000 des écoles « libres » et privées.

Il y a donc pour l'enseignement cléricol un recul numérique de 1945 à 1950, léger sans doute mais proportionnellement aggravé par l'augmentation globale. De 1950 à 1955, avance proportionnellement inférieure à l'augmentation globale qui n'a pas ramené les effectifs à la fraction de 1945 (pour une progression globale de plus de 1/5, un gain « libre » de 1/10).

La loi Barangé semble donc avoir simplement stabilisé la situation de l'enseignement libre.

Il conviendrait d'ailleurs d'avoir des précisions sur la situation actuelle dans l'Ouest. Les statistiques prouvent, en effet, qu'ici encore une différence quantitative devient une différence qualitative. En 1945, on comptait selon les documents officiels 961.000 enfants d'âge scolaire dans les écoles libres et privées. Or à la même époque la propagande catholique en attribuait plus de 400.000 dans les établissements libres de l'Ouest. Ici plus de 50 % des effectifs. Pour le reste de la France, de 14 à 15 % approximativement.

En 1945 cette disproportion anormale ne pouvait s'expliquer que par des survivances archaïques et un retard important sur le plan économique et social. En 1955, à défaut de renseignements précis on ne peut tirer argument de la stabilisation relative des effectifs, sans noter une progression non négligeable de l'enseignement public. Mais a-t-on constaté une évolution dans le même sens des départements noirs ? Nos amis de l'Ouest devraient nous fixer sur ce point.

LA REVELATION AUXILIAIRE DE LA POLITIQUE

Quoi que l'on nous ait reproché, nous n'avons jamais nié la nécessité de la défense laïque. Nous avons

simplement déploré sa « politisation ». Nous contestons l'efficacité de ces vastes coalitions où fatalement, quelles que soient les précautions prises, le militant syndicaliste se mue en partisan politique, où les opérations électorales et parlementaires aux effets explosifs et spectaculaires corrompent et contrecarient l'action syndicale.

Sur ce plan, comme sur beaucoup d'autres, celle-ci ne se renforce pas obligatoirement par la généralisation et la simplification. Ce que nous avons dit pour les revendications ouvrières vaut pour les batailles scolaires et universitaires. Deux problèmes essentiels dont la solution dépend des facteurs économiques, sociaux et budgétaires. **D'abord la situation de l'Ouest.** (Comment liquider les survivances cléricales et... féodales ?). Ensuite **une politique de constructions scolaires à longue échéance, déterminée par les mouvements de population, l'évolution économique, les migrations et les remaniements démographiques.**

Or, il s'agit de problèmes — le second surtout — qui furent étudiés sérieusement, sinon complètement. La question des constructions scolaires provoqua même de véritables campagnes de presse, où des journaux conservateurs jouèrent leur partie. Mais les attractions électorales et parlementaires détournèrent l'attention du public.

Ce qui nous étonne toujours, c'est la puérilité ou l'hypocrisie de certaines découvertes à la fois brusques et opportunes. Certains découvrent ainsi en 1956 les problèmes tunisien et algérien, comme d'autres apprennent par le tournant de Moscou l'existence d'un culte stalinien. Que ne lisaient-ils la « R.P. » depuis trente ans ?

Il en est de même sur le plan laïque.

On « découvre » les doléances et les prétentions de l'Enseignement libre... alors que de 1945 à 1947, au sein de la commission « Philipp », les représentants du syndicat des Instituteurs, de la Ligue de l'Enseignement, même de la fraction stalinienne, avaient échangé des arguments académiques et mielleux avec d'authentiques ministres de l'Eglise.

On découvre en 1948, alors que Mme Poinso-Chapuis MRP est ministre de la Santé, la nocivité des associations familiales, auxquelles Billoux, ministre communiste, avait attribué en 1945 des droits exorbitants.

On découvre en 1955, à propos de la loi Laurens sur l'enseignement agricole, le danger de la loi Astier sur l'apprentissage votée en 1919...

On découvre en 1955 le véritable monopole dont jouissent les cléricaux dans les institutions consacrées à l'enfance inadaptée — alors qu'en 1947, nous soumettions vainement au syndicat des Instituteurs un rapport évaluant par des calculs rigoureux l'étendue de ces conquêtes de l'Eglise.

Il est normal, dira-t-on, que la découverte soit déterminée par une sorte de Révélation immédiate et totale. Tout aussi normal que cette Révélation éclate lorsque les circonstances sont favorables.

Il est donc normal que la première grande manifestation de Défense laïque, se soit produite en 1948, au lendemain de la rupture du « tripartisme politique » et de la scission confédérale.

Il est donc normal que la bataille autour de la loi Barangé ait été déclenchée par des initiatives de la droite cléricale, entretenue par des initiatives de la « gauche » (!?) stalinienne, en 1951, alors que socialistes et MRP s'étaient apparentés électoralement, alors que se préparait l'offensive nationaliste gaullisto-stalinienne contre les tentatives d'organisation de l'Europe.

FAUT-IL MEPRISER LE SYNDICALISME CHRÉTIEN ?

Mais il est un autre problème que l'on ne résoudra pas par des slogans polémiques... pas plus que par des débats philosophiques sur la libre pensée. Il s'agit de savoir si en 1956 l'Église se présente en Europe et dans le monde comme une puissance unie et disciplinée. Ce serait nouveau. Sans remonter jusqu'au XII^e siècle, où l'on vit l'évêque de Paris chassé honteusement par les moines de Saint-Germain-des-Près, une évocation de Michelet nous montre en 1789, dans le cortège des députés du clergé, les pauvres curés des paroisses séparés des riches prélats par un rang de musiciens... Des crises toutes récentes prouvent ou bien que cette unité n'est qu'une façade, ou bien que les zéloteurs ont acquis dans l'art de la comédie et de la mascarade une virtuosité négable.

Il faudrait se documenter sérieusement sur le personnel de l'Enseignement libre, son recrutement, ses tendances, le programme et l'action de ses syndicats.

Il faudrait surtout ne pas toujours opposer le « va-de-retro... » aux initiatives du syndicat général de l'Éducation Nationale (de la CFTC). On ne peut nier son opposition délibérée, résolue, persévérante, à toutes les lois antilaïques, que la CFTC d'ailleurs n'a jamais approuvées. En refusant d'en tenir compte, on a fortement diminué l'efficacité de l'action entreprise. On a confirmé implicitement l'arrière-pensée politique de la Défense laïque. La rupture dans la Loire — sur les injonctions du bureau national du syndicat des Instituteurs — de l'unité d'action réalisée sur le plan ouvrier, nous apparaît comme une conséquence déplorable du sectarisme laïque et du machiavélisme politicien. Nous avions raison d'opposer la classe ouvrière à la cohue laïque.

Pourquoi ne pas dire franchement que notre syndicalisme ne paraît pas incompatible avec les thèses soutenues par **Reconstruction** (revue inspirée par des militants de la gauche de la CFTC). Il semble que ces camarades nous ignorent volontairement. Notre antistalinisme systématique les défrisait probablement beaucoup plus que l'athéisme de certains hommes de gauche. Mais en affirmant notre sympathie pour leurs efforts, nous ne réclamons aucune réciprocité.

Voulez-vous un critérium assez sûr, pour apprécier la valeur de certains syndicalismes ? Demandez donc à des universitaires syndicalistes ce qu'ils pensent du **tronc commun** — c'est-à-dire de l'**organisation d'un enseignement général pour tous les enfants d'âge scolaire, avant toute spécialisation.**

Le syndicat général de la CFTC s'est prononcé POUR. Le syndicat des Secondaires autonomes, animé par de virulents révolutionnaires, s'est prononcé CONTRE, à la seule exception de Chéramy de l'École émancipée.

Pour nous qui préférons toujours l'action à la doctrine et le fait à la phrase, cette confrontation suffit à fonder notre jugement.

Il reste cependant hors de ce débat à définir l'esprit laïque et à fixer les tendances de l'Enseignement public, c'est-à-dire à préciser les conditions préalables de toute véritable réforme de l'Enseignement et de toute défense laïque sincère.

Ce qui nous oblige à quelques évictions. S'il faut croire à la libération et aux possibilités de la classe ouvrière, s'il faut vouloir la libération de l'enfance de toutes les contraintes morales, nous devons rompre, avant toute démarche, avec les cléricaux de toutes couleurs, les mandarins de toutes obédiences, les technocrates, les étatistes et les totalitaires.

Roger HAGNAUER.

Réunion du Cercle Syndicaliste Presse-Livre

Bon débat, suivant une solide conférence, que celui organisé par le cercle syndicaliste Presse-Livre, le 4 février dernier. Jean De Boë, l'inlassable animateur du Syndicat Unifié de Bruxelles, avait accepté de présenter aux amis parisiens les éléments d'information sur la vie graphique internationale. Il y avait pour l'écouter, et le contredire à l'occasion, des militants cégétistes fidèles à la tradition syndicaliste et des militants « Force Ouvrière », voire des anciens activistes devenus un peu « marginaux », qui étaient là pour se remettre dans le bain.

Une longue histoire déjà, l'histoire des tentatives faites pour organiser une Internationale graphique, avec des efforts louables, des vellétés épisodiques, des poussées généreuses, des résultats parfois médiocres, mais qui donne une impression de continuité, et prouve qu'elle correspond à un besoin ressenti par tous. Aujourd'hui, la tendance à l'intégration du syndicalisme dans l'économie nationale, comme élément soumis et non comme moteur, rend plus difficile, dans de nombreux pays, l'activité internationaliste. La sclérose bureaucratique et l'esprit particulariste sont des obstacles importants à une authentique coopération des mouvements ouvriers européens. Faiblesse qui menace de devenir tragique en raison de l'apparition de nouvelles techniques, dont l'implantation, si elle se fait en dehors du contrôle syndical et par l'intermédiaire de salariés non professionnels et non organisés, peut briser toute la tradition ouvrière de l'imprimerie et liquider la puissance syndicale.

Ainsi centrés, les problèmes de la vie ouvrière exigeaient une discussion sérieuse et de haut niveau. Ce fut le cas, et Bergeron, Lazarévitch, Zahm, Charbit notamment, apportèrent une contribution intéressante à l'examen des tâches qui attendent un mouvement ouvrier authentique.

Le point de vue de Jean De Boë, favorable à l'entrée des Fédérations française et italienne au sein de l'Internationale Graphique, bien qu'il sache que la direction de ces organisations soit aux mains des communistes, mais parce qu'il estime qu'elles sont composées de travailleurs fidèles au syndicalisme véritable et qu'elles sont représentatives, provoqua de nombreuses remarques et mises en garde, sans que la discussion perde son ton de camaraderie et son esprit de commune recherche.

CERCLE ZIMMERWALD

RÉUNION DU 18 MARS 1956

Le 26 février dernier, le Cercle Zimmerwald a tenu une première réunion consacrée à la question suivante :

LE PARTI COMMUNISTE ET LA CLASSE OUVRIÈRE

Les raisons de ses succès.
Les causes de l'échec des oppositions successives depuis trente-cinq ans.
Comment agir dans l'intérêt véritable de la classe ouvrière.

Après un rapport de Maurice Chambelland, une discussion s'est engagée. Elle se poursuivra

DIMANCHE 18 MARS 1956

à 15 h., 78, rue de l'Université, Paris-7^e
(Métro : Solférino)

Salle des Nymphes, à droite au fond de la cour

Sont inscrits pour la discussion, les camarades Le Marec, Muglioni, Jean Maitron, A. Vassart, R. Guilloiré, N. Faucier, Lamizet.

A l'ouverture de la réunion, un exposé sera consacré à la **COMMUNE DE PARIS.**

La situation dans la métallurgie parisienne

Il ne s'agit pas ici de présenter une revue chronologique de l'action sociale menée dans la région parisienne depuis septembre dernier, mais de chercher à comprendre ces événements.

DIVERSITE DE LA COMPOSITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

L'industrie des métaux de la région parisienne est des plus complexes : elle va de la sidérurgie (laminage à chaud ou relaminage) à la transformation des métaux : fonderie, grosse chaudronnerie, fabrication de moteurs, mécanique générale, articles métalliques divers, constructions d'automobiles, de cycles, constructions aéronautiques, construction électrique, instruments de précision, horlogerie, optique et divers : matériel de camping, gravures, objets funéraires, etc.

En tout, 109 types d'entreprises, avec un nombre d'entreprises dépassant 5.000, et occupant un effectif de 600.000 travailleurs.

L'effectif de chaque entreprise est variable : il va de quelques salariés aux 35.831 personnes employées à l'usine mammoth de Renault à Billancourt (effectif au 31 mai 1955).

Les ouvriers de chez Renault se décomposent ainsi :

Ouvriers	25.841
Ouvriers des services	1.486
Comité d'entreprise ouvriers	204
Mensuels des ateliers	3.670
Mensuels des services	4.407
Comité d'entreprise des mensuels	223
	<hr/>
	35.831

Quant à l'effectif de toutes les usines Renault, celles de Billancourt, de Flins, de Choisy, d'Orléans, du Mans et des succursales, il s'élève à 52.253 personnes.

Chez Renault, on ne fabrique que des automobiles, aussi une grande partie de la main-d'œuvre y est-elle semi-qualifiée. Ailleurs, la composition professionnelle peut être très différente ; à titre d'exemple, prenons la Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA), qui emploie 9.700 personnes ; la composition du personnel y est la suivante :

4.950 horaires, dont 70 pour cent d'ouvriers professionnels
3.150 employés et techniciens
1.500 agents d'encadrement.

Dans l'usine « A » de cette société, qui fabrique les compteurs les plus divers, des transformateurs, des appareils d'électromécanique, et se livre à des recherches physiques, chimiques et nucléaires, on a :

	Hommes	Femmes
Manœuvres	239	24
Ouvriers spécialisés 1	277	405
Ouvriers spécialisés 2	823	563
Ouvriers professionnels 1	615	6
Ouvriers professionnels 2	296	—
Ouvriers professionnels 3	96	—
Apprentis	74	—
	<hr/>	
	3599	998

Agents de maîtrise	227
Dessinateurs	189
Agents techniques	393
Employés	1115
	<hr/>
	1924

A l'usine « B », qui comprend un atelier de décolletage et de petite mécanique, l'effectif total est de 692, dont 398 hommes, soit 58 pour cent, et 294 femmes, soit 42 pour cent.

A l'usine « C » (fonderie) on a par contre 928 hommes, soit 95 pour cent, de l'effectif, et 52 femmes, soit seulement 5 pour cent.

LES FORCES EN PRESENCE

Comme tout groupe, le patronat français compte divers courants et tendances. Certains patrons veulent rester des patrons de « droit divin », « les pères de leurs ouvriers ». D'autres, plus libéraux, acceptent les réformes sociales, discutent avec les représentants de leur personnel. Quelques-uns réfléchissent devant le développement prodigieux de la technique et celui de l'automation, sur les conséquences du bouleversement que peut entraîner la suppression des producteurs, ce qui provoquera fatalement la disparition des consommateurs.

En face du patronat, il existe dans la région parisienne plusieurs organisations ouvrières : la C.G.T., deux syndicats F.O., les chrétiens, les indépendants (Provence), les indépendants (Travail et Liberté) et les autonomes.

Aucune précision valable ne peut être donnée quant aux effectifs REELS de ces organisations. Aussi, souvent des délégués, au cours de discussions avec les représentants du patronat, entendent des phrases comme celles-ci : « Vos organisations ne représentent pas le personnel, vous n'avez que X pour cent de syndiqués sur un total de Z... » — « Le personnel est représenté par le comité d'entreprise ; le syndicat dans l'entreprise est donc inutile. »

L'ACCORD RENAULT

L'accord Renault marque peut-être une date dans l'histoire du mouvement ouvrier français. En effet, pendant longtemps, les centrales ouvrières ont été opposées aux accords entre les directions d'usine et le personnel, par opposition au paternalisme et au corporatisme et pour ne pas faire perdre au mouvement syndical son importance.

Les organisations ouvrières pouvaient craindre, en effet, que, dans l'entreprise, les chefs d'entreprise ne traitent directement avec leurs salariés et non avec les représentants syndicaux.

Cependant, si C.G.T., F.O., C.F.T.C. ont été dans le passé contre les accords d'entreprise, les Indépendants, depuis leur fondation, en ont été partisans. Ils ne se séparent du mouvement ouvrier que sur le caractère de l'association capital-travail. Celui-ci la réclame sous la forme contractuelle alors que les Indépendants veulent que ces accords soient sanctionnés par la loi.

Les raisons qui motivèrent les actuels accords d'entreprise peuvent être ainsi formulées :

- Constitution des comités d'entreprise ;
- Volonté patronale d'éliminer les syndicats ;

c) Arrêter par des avantages sociaux les mouvements de grève ;

d) Assurer la fidélité des salariés à l'entreprise, et limiter les fluctuations de la main-d'œuvre.

L'accord Renault fit l'effet d'une bombe car personne ne s'y attendait. Dans « Force ouvrière », organe de la C.G.T.-F.O. en date du 8 septembre dernier (l'accord Renault a été signé le 16), le syndicat F.O. signalait la rupture des relations entre F.O. et la direction pour la raison suivante : « Les représentants de la Régie parlaient beaucoup, mais les actes ne suivaient pas, les militants de F.O. ne voulaient pas être pris pour des « pantins ».

Dans une lettre du syndicat F.O. à la direction Renault, on trouve les revendications essentielles suivantes :

1) Augmentation du pouvoir d'achat basé sur 40 heures par semaine, avec l'égalité des avantages mensuels pour tous les travailleurs ;

2) Resserrement de l'éventail des salaires par l'élévation des catégories les plus défavorisées ;

3) Retraite égale pour tous à 60 ans ;

4) Salaire mensuel garanti basé sur 173 heures par mois ;

5) Jours fériés payés ;

6) Pas d'augmentation de la production individuelle sans modernisation, et en aucun cas augmentation de l'effort de l'ouvrier ;

7) Augmentation semestrielle des salaires parallèlement à l'augmentation de la productivité ;

8) Garantie de l'emploi, pas de déclassement ;

9) Respect du droit syndical.

Mais pour éviter, peut-être, un débrayage massif, ou bien une grève perlée ou tournante, la direction Renault prit l'initiative de canaliser le mouvement revendicatif vers un autre but que celui d'une hausse de salaire de 40 francs de l'heure, en donnant des avantages « sociaux », en mettant notamment les « horaires » sur le même pied que les « mensuels », et finalement chaque membre de la Régie reçut à son domicile une lettre de la direction, signée Dreyfus, que voici :

Le 16 septembre 1955

Depuis longtemps, les organisations syndicales avaient demandé que la politique sociale pratiquée par la Régie ne soit plus décidée unilatéralement par la Direction, mais qu'elle prenne, au contraire, la forme d'un véritable contrat.

Le principe de conversations orientées dans ce sens a été admis dès le retour des vacances. Mais je n'ai accepté d'ouvrir les discussions que s'il était bien entendu que le contrat auquel nous devons aboutir comportait des obligations pour chacune des parties signataires.

Il me paraissait notamment nécessaire que l'on s'engage, de part et d'autre, à faire en sorte que la Régie fonctionne normalement et puisse continuer à se développer et à progresser.

Les avantages dont le personnel peut bénéficier ne peuvent, en effet, être maintenus et éventuellement étendus que si la Régie a les moyens de le faire.

Je sais bien que des différends peuvent toujours surgir entre la Direction et les représentants du personnel. Je sais bien aussi que la grève est l'arme ultime des salariés dans la défense de leurs revendications, et que le droit de l'utiliser leur est garanti par la Constitution. Mais je pense, comme en sont d'ailleurs convenues les organisations signataires, que dans l'intérêt bien compris de tous, il est indispensable d'admettre qu'on ne recourra aux moyens extrêmes tels que la grève ou le lock-out, dont les conséquences sont toujours très graves pour tous, que lorsque toutes les possibilités de solution à l'amiable auront été vraiment épuisées.

L'accord, discuté sur ces bases, a abouti finalement aux points suivants :

1. — Fixation de la durée des congés annuels payés à 18 jours ouvrables (soit trois semaines) au moins, pour tous.

2. — Paiement intégral des jours fériés qui sont, en plus, pris en considération pour le calcul des heures supplémentaires.

3. — Mise à l'étude d'un système de retraite alimenté par des cotisations des intéressés, d'une part, et de la Régie d'autre part.

4. — Indemnisation des jours de maladie, soit de 600 francs par jour de maladie (y compris les dimanches et jours fériés), à partir du huitième jour et pendant deux mois.

5. — Création d'une indemnité complétant les prestations de la Sécurité Sociale pour les accidents du travail, du premier au vingt-huitième jour après l'accident.

6. — Codification de certains avantages particuliers à la Régie tels que :

a) décompte des majorations pour heures supplémentaires ;

b) indemnité de départ en retraite du personnel horaire allant de 66.000 francs pour un ouvrier ayant 15 ans d'ancienneté à 132.000 francs pour un ouvrier ayant 30 ans d'ancienneté ;

c) congé supplémentaire d'allaitement de 18 semaines à moitié salaire pour les mères de famille ;

7. — Officialisation de la Commission paritaire du coût de la vie qui étudie tous les mois la variation des salaires et des prix.

8. — Augmentation de 4 pour cent de la totalité des salaires et appointements dès la prochaine paye.

9. — Garantie d'une augmentation supplémentaire minimum de 4 pour cent en 1956, et d'une augmentation supplémentaire minimum en 1957.

Il faut que chacun comprenne l'importance de ces dispositions. Les difficultés provoquées pour le personnel par le non-paiement de certains jours fériés, les jours de maladie, les accidents du travail, l'insuffisance des ressources à l'âge de la retraite, l'incertitude de l'amélioration du pouvoir d'achat sont, sinon totalement éliminées, du moins, fortement diminuées, et vous avez ainsi les raisons d'être moins inquiets en pensant à l'avenir ou aux mauvais jours qui pourraient survenir.

Mais il est évident que l'ensemble de ces mesures représente une lourde charge supplémentaire pour la Régie, qui doit faire face par ailleurs à une concurrence sans cesse accrue.

Les dispositions que nous venons d'adopter mettent chacun d'entre nous dans l'obligation de respecter loyalement, et dans son propre intérêt, les engagements pris.

J'espère que l'avenir justifiera ce qui a été fait et montrera une fois de plus que nous avons eu raison, les uns et les autres, de persévérer dans la voie du progrès.

Veillez croire, M..., à nos sentiments les meilleurs.

Signé : P. DREYFUS.

La C.G.T. qui voulait une agitation continue par des débrayages sous son contrôle refusa d'abord de signer l'accord dont cette lettre fait mention, mais depuis, elle a changé d'avis, l'appel aux « masses » n'ayant pas rendu.

Un individu ne réagit pas, en effet, toujours de la même manière à l'usine et dans sa famille. On peut revendiquer les 40 francs de l'heure à l'usine et après étude avec la ménagère chez soi, tranquillement, considérer que les avantages sociaux ne sont pas négligeables.

La ménagère qui tient le budget familial est plus réaliste que son mari, elle a vite établi le compte des profits et pertes. Par exemple, un mois de grève pour les 40 francs et le retour à l'usine, sans un sou d'augmentation, c'est pour la ménagère une perte sèche, de deux mois de gain, un que l'on ne gagne

pas, et un autre que l'on va chercher dans la boîte à biscuits : les économies.

La ménagère craint aussi que ceux des commerçants qui vivent des salaires ouvriers ne changent leurs étiquettes, et que les prix n'augmentent avant même la première paye qui suit l'augmentation.

Si F.O., chrétiens, Indépendants, C.G.C. signèrent l'accord, la prise de position de la C.G.T. pour la signature fut longue, pour la simple raison que les membres de la C.G.T. eux-mêmes étaient divisés, en mous et durs, en conciliants et intransigeants. On fit appel à Frachon, à l'esprit benoît, doucereux, enveloppant, un vrai jésuite. Son exposé devant l'assemblée des responsables C.G.T., son compte rendu dans la « Vie ouvrière » du 7 novembre occupe cinq pages, fut de la haute voltige. A lui seul, Frachon est capable de remplir une séance complète de cirque : trapéziste, funambule, clown, prestidigitateur, et charmeur de serpents — à seule fin de faire avaler des couleuvres à ses auditeurs. Ce fut pour lui un vrai travail de magicien que d'expliquer que tout en étant pour, on est contre, et que si on est contre, c'est qu'on est pour.

LES ACCORDS DANS LE RESTE DE LA METALLURGIE

Les accords passés dans les autres entreprises métallurgiques sont nombreux et les revendications qui ont été satisfaites sont des plus diverses.

Dans telle usine, on augmente la prime de transport de 800 francs à 1.200 francs et l'on donne une prime de fin d'année de 5.000 francs ; dans une autre, pas de prime de transport, mais une allocation de fin d'année dont le montant s'élève environ à une quinzaine du salaire.

Il semble que le mot d'ordre de céder sur certains points ait été recommandé par la centrale patronale ; cependant, là où la pression ouvrière a été faible, les avantages acquis n'ont été qu'en rapport avec cette pression.

QUESTIONS DE RETRAITE

Il est normal que les salariés à partir de 40 ans, cherchent la stabilité, la sécurité de l'emploi et une retraite pour leurs vieux jours.

Ce n'est qu'en 1960 que la retraite de la Sécurité sociale atteindra le plafond des 30 années de versement, et en attendant cette date les salariés qui quittent leur emploi touchent une retraite complémentaire.

Ce problème a été posé dans la convention collective de la métallurgie parisienne du 16 juillet 1954 sous le titre « d'allocation compensatrice de retraite » qui, dans l'esprit du patronat doit être supprimée en 1960.

Des entreprises versent depuis longtemps des allocations variables à leurs salariés âgés. A la Régie Renault (article 16 de l'accord signé le 15 septembre 55) ;

— Aux Compteurs de Montrouge, dans l'accord signé entre les organisations syndicales libres et la direction le 18 novembre 55, une commission doit être constituée pour étudier ce problème. Depuis longtemps dans cette entreprise, il existe une allocation compensatrice de retraite. Trois exemples :

1) Un ouvrier spécialisé, catégorie 2, prend sa retraite à 65 ans, après 23 ans de présence, son allocation est de 63.420 francs par an, ce qui représente un capital de 669.258 francs.

2) Un employé, service technique, cesse son travail à 66 ans, après 30 ans de travail. Son allocation est de 109.440 francs, soit un capital de 1.112.085 francs.

3) Un contremaître, première catégorie, quitte son emploi à 65 ans, après 45 ans d'activité, il touche par an 240.360 francs, ce qui représente un capital de 2.536.471 francs.

A signaler qu'aucun salarié ne verse de cotisation pour cette retraite.

Les ouvriers métallurgistes ont-ils intérêt à transformer ces allocations en participant à leur propre retraite ? Combien d'ouvriers arrivent à l'âge de 65 ans ? La mortalité est plus forte, dans un atelier de fonderie, de grosse chaudronnerie, que dans un atelier d'outillage, la stabilité de l'emploi par exemple, chez Renault, 70 pour cent du personnel a entre 5 à 10 ans de présence, environ 30 pour cent, entre 10 et 20 ans.

Aux Compteurs de Montrouge :

Salariés ayant 20 ans de présence : 331.

Salariés ayant 30 ans de présence en activité 384.

Ayant cessé toute activité et touchant la retraite : 296. Cette entreprise a versé à ses retraités pour l'année 1953 55.512.324 francs.

Ce problème n'a pas échappé au mouvement mutualiste. Un mutualiste âgé de 40 ans, versant une cotisation annuelle de 50.880, pendant 20 ans, soit 12.720 francs par trimestre, bénéficierait à l'âge de 60 ans d'une retraite annuelle de :

A capital aliéné, 180.530 francs.

A capital réservé, 118.654 francs.

EXPLICATIONS SUR QUELQUES VOTES

Il est incontestable que la C.G.T. a été battue à l'occasion de ces accords d'entreprise signés par les organisations syndicales libres, et que les ouvriers métallurgistes préfèrent des avantages sociaux à des augmentations de salaires.

Comme il n'est pas possible de connaître les effectifs exacts des syndiqués des divers syndicats, il faut se rabattre sur les élections à la Sécurité sociale pour nous donner des indications sur l'influence des centrales.

Voici le résultat des élections à la Sécurité sociale, à la Régie Renault :

Inscrits : 34.696.

Votants : 30.137.

Exprimés : 29.359.

C.G.T. : 17.400 voix (59,36 %).

F.O. : 1.808 voix (6,15).

C.F.T.C. : 2.438 voix (8,30).

Indépendants : 644 voix (2,21).

Mutualistes : 4.204 voix (14,31).

Familiaux : 552 voix (1,87).

Divers (4 listes) : 2.315 voix (7,88).

Prenons maintenant le résultat des élections dans l'ensemble de la région parisienne (département de la Seine et Seine-et-Oise) :

Collège des salariés :

Inscrits 2.508.456. Suffrages exprimés 1.717.109. 28,3 pour cent d'abstentions.

C.G.T. : 770.037 (44,9 %).

C.F.T.C. : 239.671 (13,9).

Mutualistes : 206.783 (12,4).

F.O. : 161.822 (9,4).

Familiaux : 109.782 (6,4).

Rassemblement National : 55.431 (3,3).

Travail et liberté : 55.993 (3,4).

Artisanat : 52.764 (3,1).

Syndicat indépendant : 32.005 (1,8).

Syndicat autonome : 30.821 (1,7).

La C.G.T. comme toutes les autres centrales syndicales se bat pour amener à elle les salariés ; mais tout militant syndicaliste peut constater que seule la C.G.T. est à même de se permettre un développement de propagande, par tracts et journaux, que les autres centrales ne peuvent entreprendre, non pas par manque de militants dévoués, mais par manque de moyens financiers.

INTENSITE DE LA PROPAGANDE COMMUNISTE

L'influence de la C.G.T. sur la classe ouvrière française viendrait-elle des tonnes de papier distribuées aux portes des usines ?

Aux Compteurs de Montrouge en 1953, la section syndicale d'usine de la C.G.T. a édité 81 tracts tirés chacun à 3.000 exemplaires, ce qui donne 243.000 tracts, plus 20 imprimés (60.000 exemplaires), plus 8 journaux (24.000 exemplaires).

Le prix de revient le plus bas pour tirer un tract est de 1 fr. 25.

F.O., en revanche, n'a fait dans cette même année que 3 distributions de tracts à 1.500 exemplaires chacune, et la C.F.T.C. 7 distributions à 2.000 exemplaires.

En prenant comme exemple un atelier de cette même usine dont le personnel varie entre 25 et 30 personnes, et dont on connaît bien les gens, voilà la répartition des opinions :

C.G.T. (membres et sympathisants)	12
F.O. et chrétiens (membres et sympathisants)	11
Indifférents	6
	—
	29

Si nous prenons le service de fabrication, qui forme un même collège électoral, on arrive, après examen sérieux de chaque individu, de son comportement et de sa façon de penser, au résultat suivant :

C.G.T. : 45 ; C.F.T.C. et F.O. : 47 ; sans classement possible : 44.

Les 44 sans classement représentent la main-d'œuvre instable qui entre et qui sort de l'usine.

Or, aux diverses élections de délégués, la répartition des voix est la suivante :

C.G.T. environ	110
F.O. et chrétiens environ	35
	—
	145

Comment expliquer cette discordance ? On peut le faire en écoutant les réflexions de ceux qui travaillent autour de vous.

Deux cas :

1) Je vote pour la C.G.T., ses délégués ne tirent rien des entrevues, mais ils « engueulent » bien le patron.

2) Je vote pour la C.G.T. non pour elle, mais par opposition aux autres, qu'on ne voit pas, et qu'on ignore.

Si, par ailleurs, on examine la valeur des délégués cégétistes qui représentent les ouvriers de ce même collège électoral, en prenant pour base :

- 1) les connaissances professionnelles,
- 2) le niveau culturel (le certificat d'études),
- 3) la connaissance de la législation du travail,

ainsi que des systèmes de rémunération,

le niveau des militants chrétiens et de F.O. est nettement supérieur, et leur dévouement vaut celui des cégétistes, car la C.G.T., malgré toute sa publicité, éloigne d'elle tous les ouvriers de valeur, capables de faire des militants et des délégués, mais malheureusement, ces éléments écœurés ne vont nulle part.

Avant sa politisation, la C.G.T. avait des délégués d'un niveau nettement supérieur, facilement le double d'aujourd'hui, aux trois points de vue distingués plus haut. Si bien que nous voyons aujourd'hui ceux qui, hier, étaient à peine bons à distribuer des tracts, devenir maintenant des délégués du personnel.

REFERENDUM

En démocratie, on considère que chacun a le droit de s'exprimer librement sans contrainte et le seul moyen de connaître l'opinion des intéressés dans une

atmosphère de calme et en connaissance de cause, c'est le référendum à bulletin secret et non le vote à main levée. Pourtant, si dans toutes les prises de positions des organisations syndicales, on a parlé de référendum, sauf 2 ou 3 ateliers de chez Renault, il n'a jamais été pratiqué.

Devant la démagogie et les insultes de la C.G.T., les organisations syndicales libres de la Régie Renault déclarent dans un tract distribué au personnel : « Si les responsables de la C.G.T. aux usines Renault continuent à nous insulter comme ils le font, nous demanderons un référendum parmi le personnel pour ou contre l'accord d'entreprise ».

La C.G.T. n'a jamais relevé le défi !

Par contre, des militants cégétistes pour combattre cet accord se servent de l'argument suivant : de quel droit les responsables de F.O., des chrétiens et des Indépendants ont-ils signé l'accord sans vous consulter ? Ils vous ont vendus à la direction.

Il est incontestable qu'un tel argument a porté et a suscité un doute dans l'esprit d'un grand nombre d'ouvriers.

Sur ce problème du référendum, il existe deux positions, qui sont claires, et qu'on peut résumer ainsi :

Pour la C.G.T. :

Se réunir par équipes, ateliers, chaînes, bureaux, magasins, etc., établir en commun un cahier de revendications, déterminer les moyens de lutte, élire des représentants, et consulter par référendum.

Pour les autres syndicats :

Les syndiqués étant les plus conscients, le syndicat forme l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est donc aux syndiqués de déterminer les revendications, les moyens de lutte, et d'établir des consultations à l'intérieur même de leur organisation syndicale.

Les inorganisés profitent du travail d'une minorité qui se dévoue pour l'ensemble. Aussi, dans les autres pays, quel que soit leur régime politique, le syndiqué a des avantages supérieurs à ceux de l'inorganisé. Et, en France même, la loi du 25 mars 1919 sur les conventions collectives (chapitre IV bis, section I) déclare :

Art. 31 B. — La convention collective de travail doit être ratifiée par une délibération spéciale de ce groupement (en l'occurrence le syndicat). Les groupements déterminent eux-mêmes leur mode de délibération.

Art. 31 K. — Sont considérés comme liés par la convention collective, ceux qui, du moment où la convention est conclue, sont membres d'un groupement, partie à cette convention, si, dans un délai de huit jours francs à dater du dépôt prévu au paragraphe 2 ou au paragraphe 4 de l'article 3-c, ils n'ont pas donné leur démission de ce groupement, et s'ils n'ont pas notifié celle-ci, soit au secrétariat du Conseil de prud'hommes ou au greffe de la justice de paix qui aurait à juger les différends relatifs à leurs contrats de travail.

Ainsi, la loi de 1919 est précise : les avantages acquis par le syndicat le sont, d'abord, par les syndiqués et non par les inorganisés.

LE DROIT DE GREVE

Frachon dans son exposé aux syndiqués de la C.G.T. de chez Renault, parlait de la violation du droit de grève, à propos des articles 27 et 28, de l'accord Renault, et il demandait aux travailleurs de les examiner attentivement. Voici ces articles, ainsi que le suivant :

Art. 27. — En cas de conflit limité ou généralisé, les parties contractantes s'engagent à ne recourir,

ni au lock-out ni à la grève avant d'avoir épuisé les possibilités conventionnelles, réglementaires ou légales de solution.

Art. 28. — Il pourra être mis fin de plein droit au présent accord en cas d'inobservation des dispositions de l'article 27 par l'une ou l'autre partie. Dans ce cas, la Régie Renault ne sera plus tenue de maintenir les avantages supérieurs à ceux fixés par les conventions ou règlements en vigueur.

Art. 29. — Chaque partie contractante peut prendre l'initiative de résilier le présent accord, si elle estime que les conditions générales existant au moment de sa conclusion se sont modifiées de façon importante.

La résiliation ne deviendra effective qu'après un délai de trois mois civils.

Mais il existe dans la région parisienne une convention collective qui a été signée par TOUTES les organisations (y compris la C.G.T.) en date du 16 juillet 1954. Or, l'article 18 de cette convention est ainsi rédigé :

Dans le cas de conflits nés de l'application de la présente convention, les parties contractantes s'enga-

gent jusqu'à la fin de la procédure de conciliation à ne décider ni grève ni lock-out.

C'est donc la même chose que l'article 27 de l'accord Renault !

Devant un auditoire d'ouvriers non prévenus, on peut parler de la tricherie de ceux qui, en acceptant la conciliation et l'arbitrage, ont répudié la lutte de classes... alors qu'un an avant on signait une convention où se trouve un article qui rend la conciliation obligatoire, et qu'on se garde bien de rappeler ?

Que réservent pour le mouvement ouvrier tous ces accords d'entreprise que nous ne connaissons pas en France, alors qu'à l'étranger ils ne sont pas rares ?

Le problème numéro un, à l'heure actuelle, c'est celui d'en sortir un programme général minimum de revendications qui donnerait partout et à tous la somme des avantages acquis ici ou là.

René LE BRAS.

(Compte rendu d'un rapport présenté à la réunion du Cercle syndicaliste des Métaux du 17 décembre 1955).

Parmi nos

LETTRES

Le mir et la commune russe

J'ai reçu la lettre suivante, qui apporte sur l'évolution russe un élément de discussion fort intéressant...

Mon cher camarade,

Je lis dans le dernier numéro de la R.P. une affirmation un peu catégorique avec laquelle je ne suis pas d'accord. Tu écris que le « mir » est né au lendemain de l'abolition de l'esclavage (le mot « servage » serait plus exact) et qu'il est dû au surpeuplement des campagnes amenant par corollaire « une tendance spontanée au collectivisme ».

Tu prends la suite des populistes russes tout heureux de retrouver dans la vieille Russie des traces de « socialisme » archaïque et traditionnel. Mais c'est une légende dont les premiers marxistes russes, Plékhanov en tête, ont rapidement fait justice. Des travaux très consciencieux auxquels ils se sont livrés il résulte que le mir (dont jamais personne n'a prétendu qu'il était postérieur aux années 60 du siècle dernier) était en réalité une invention datant de Catherine II pour des fins exclusivement fiscales. Comme l'argent à cette époque déjà avait tendance à se dissimuler, les percepteurs impériaux avaient eu une idée géniale : la communauté paysanne était responsable de l'impôt dans sa totalité, le chef de village ayant la charge de le collecter. Et pour qu'il n'y ait pas de réclamations fondées sur la plus ou moins bonne valeur des terres, il y avait répartition saisonnière des terres arables sans que personne pût se proclamer propriétaire « ad vitam » d'une bonne terre.

En fait le paysan russe est comme tous les paysans : foncièrement hostile au collectivisme et à tout ce qui lui ressemble. Passe de la Russie à l'Ukraine voisine qui connaissait des conditions historiques différentes mais un climat identique et des coutumes voisines de celles de la Russie : le mir n'y est jamais apparu.

Rectification qui peut te paraître mineure mais que je crois utile car c'est en partant de bases historiques sollicitées et faussées que l'on a parfois cherché à justifier l'odieuse système agraire actuellement en cours en U.R.S.S. et dont la classe paysanne cherche désespérément à s'affranchir. De multiples émeutes ou soulèvements, dont celui de Tambov dirigé par Antonov (1921) ou le décret Andréïev de 1947 sont les témoins, indiquent que la révolu-

tion russe n'est pas terminée et qu'elle sera avant tout une révolution paysanne.

Excuse ce souci de rectification qui n'est pas seulement rigoriste et crois à mes sentiments les meilleurs.

Guy VINATREL.

J'ai bien écrit dans une note (n° 2, page 12, R.P. de février 1956) que le mir est né au lendemain de l'abolition du servage. Si l'on prend le terme mir dans le sens de collectivité paysanne, Vinatrel a raison. Le mir existait avant l'ukase de 1861 émancipant les serfs. Mais si l'on traduit par commune disposant de la propriété collective du sol, historiquement cette propriété n'est devenue une réalité qu'en 1861.

Dans les manuels d'histoire européenne en usage dans les classes de philosophie, avant 1917 — celui d'E. Bourgeois par exemple — on dit bien que l'ukase émancipa le mir, en même temps que les serfs — et que c'est au mir que l'on attribua la propriété des terres concédées aux paysans émancipés.

Il n'est pas de phénomène social plus complexe que celui de la féodalité. Les historiens les plus sérieux du moyen âge français ne s'accordant pas encore sur une interprétation claire de l'évolution des campagnes, du VI^e au XV^e siècle. Les nuages sont encore plus épais, lorsqu'il s'agit du féodalisme russe — imposé sans doute par les tzars — dont l'abolition se produisit à l'aube des grands débats entre les diverses écoles démocratiques, révolutionnaires et socialistes.

Il est vrai que les populistes ont vu dans le mir, une préfiguration du socialisme. Il est vrai que les sociaux-démocrates l'ont jugé comme une institution réactionnaire. Mais il ne semble pas que Marx ait été d'accord avec Plékhanov sur ce point. Peut-être parce que son mépris des Slaves l'incitait à juger fort lointaine l'industrialisation de la Russie.

Cette contradiction est peut-être dans les faits eux-mêmes. Elle est de celles que l'Histoire résout fatalement. Lorsque l'on a connu chez nous, les prémisses de la politique de collectivisation, venant après la période pendant laquelle les dirigeants russes flattaient le « koulak » et lui conseillaient de « s'enrichir »... certains de nos amis ont espéré un rebondissement de la révolution russe. D'autres ont affirmé qu'il s'agissait de détruire les dernières résistances au totalitarisme. Dans la R.P. du 1er novembre 1928, un « Ami de Moscou » nous apprenait que le mir, la commune russe avait survécu à la Révolution. Et la conclusion de sa longue étude saluait la commune seule, laissée libre, mais conseillée, encouragée, approvisionnée... et non plus dépouillée du fruit de son labeur par un Etat parasite. — R. H.

L'AUTOMATION DEVANT LE C.I.O.

Le C.I.O. a pris récemment l'initiative d'une conférence nationale américaine pour examiner les problèmes que pose l'automation. A cette conférence, Walter Reuther a exposé de la façon suivante les positions de l'organisation qu'il dirigeait avant la fusion avec l'A.F.L. :

Si, au C.I.O. nous avons pris l'initiative d'une Conférence nationale sur l'automation, c'est parce que nous avons sincèrement conscience qu'en Amérique, une discussion publique, libre, honnête et franche et une étude des problèmes suscités par l'automation sont très nécessaires.

Maintes fois, nous avons déclaré que nous étions favorables à l'automation et que nous ferions tout pour encourager les mises en œuvre rapides de cette nouvelle technologie, comme nous avons défendu les autres facteurs du progrès technique.

Mais il nous faut insister — en tant que libres citoyens de notre grande et merveilleuse démocratie — pour qu'une politique nationale valable soit conçue permettant que cette force nouvelle soit utilisée dans un esprit de responsabilité morale et sociale, au profit de la collectivité... Trop souvent la question a été mal posée, moins en considération de faits qu'en fonction des « moulins à vent idéologiques » que certains dressent pour s'y opposer...

Nous, au C.I.O., sommes persuadés que notre système de libre entreprise est celui qui a permis au peuple américain d'accéder au standard de vie le plus élevé du monde. Nous croyons à la libre entreprise et la défendrons. Mais ceci posé, nous sommes aussi convaincus que ce système doit acquérir le sens de la responsabilité sociale. Il doit satisfaire aux besoins essentiels de tous, sinon il ne répondrait pas aux nécessités et aux conditions économiques et morales que tout système économique doit assurer pour justifier son maintien et obtenir l'adhésion de la population.

Si nous entendons défendre le principe de la concurrence dans le domaine des produits, nous voulons également le défendre dans le domaine des idées. Dans cet esprit nous croyons qu'une discussion totale, franche, publique est susceptible d'apporter la lumière et non d'envenimer les problèmes nationaux les plus pressants...

LA MACHINE INTELLIGENTE !

L'automation est la seconde phase de la révolution industrielle qui a débuté avec la modeste machine à vapeur de James Watt. C'est la seconde phase parce qu'elle apporte à notre domaine technique l'application d'un nouvel élément inconnu à la première phase de la révolution industrielle.

La première machine à vapeur substituait l'énergie mécanique à l'énergie humaine, à l'énergie musculaire. De ces premiers éléments à la multiplication des usines de production massive que caractérisent l'industrie automobile et d'autres grandes industries nous avons connu l'extension et le développement de ce facteur essentiel : substitution de la force mécanique à la force humaine, entraînant le développement des entreprises.

L'automation apporte un nouvel élément qui caractérise le début de la deuxième phase de la révolution industrielle. A la substitution de l'énergie mécanique à l'énergie humaine, il ajoute le « jugement mécanique » remplaçant le « jugement humain », à cette différence près que le « jugement mécanique » est presque infallible, alors que celui de l'homme — qu'il remplace — ne l'est pas. C'est la combinaison et la synchronisation de ces deux facteurs qui nous apportent réellement une idée des possibilités énormes que l'automation offre aux hommes de notre pays et finalement à ceux du monde. C'est pourquoi nous devons

nous rendre compte que l'automation n'est pas seulement la prolongation d'un ancien système. Elle le prolonge mais y introduit en outre un nouveau facteur révolutionnaire : la substitution du jugement mécanique au jugement humain. L'élément de choc du début de la révolution industrielle : substitution de l'énergie mécanique à l'énergie musculaire intéressait les travailleurs manuels, le travail physique, et jouait essentiellement au stade de la production. L'action de l'automation est bien plus étendue. Si l'on considère ses conséquences économiques et sociales, l'automation ouvre bien d'autres perspectives. Ses possibilités sont bien plus vastes parce que l'action de cette nouvelle technologie sera considérable à tous les stades de notre économie complexe.

Les usines automobiles capables de sortir un bloc moteur entièrement usiné en 15 minutes sont déjà absolument surannées. Elles le sont parce qu'on est en train de tracer les plans d'usines qui permettront le même travail en 10 minutes sans intervention de la main de l'homme. Actuellement, nous avons dans l'automobile une usine de carrosserie comportant une machine que deux compagnons alimentent à un bout en acier, les pièces sortant terminées à l'autre. Dans la télévision, il est possible de procéder à l'assemblage d'un poste sans que la main de l'homme intervienne. La « Compagnie métropolitaine d'assurance sur la vie » peut automatiser un bureau plus facilement qu'on ne peut le faire d'une usine. Tout cela aura un contrecoup considérable sur la condition des employés. Aucune industrie n'est à l'abri des effets de l'automation.

CARUSO PEUT ENCORE CHANTER !

Toutes les possibilités que permet la technique en vue de capter une idée, de l'enregistrer dans la « mémoire » d'une machine, de se référer à cette mémoire par une simple impulsion transmise à la machine grâce à une condition ou à quelque autre processus technique ouvre des portes qui jusqu'ici avaient été fermées au domaine de la technique. L'automation rend actuellement possible à partir d'un enregistrement de Caruso, de saisir la qualité de ton de chaque note et d'enregistrer ces qualités spécifiques dans la mémoire d'une machine. Aujourd'hui, un compositeur de chansons peut composer un nouveau succès, l'enregistrer sur bande, confier la bande à la machine et obtenir de la machine qu'elle reconstitue, à partir de sa mémoire, les qualités de tons de Caruso. Le résultat final est de faire chanter « par Caruso » un chant écrit vingt ans après sa mort.

James Carey souligne qu'actuellement deux travailleurs peuvent assembler mille postes de radio, travail exécuté précédemment par 200 personnes.

Certains disent que les 198 personnes ainsi déplacées seront employées à fabriquer les machines qui les auront évincées. Si cela fait bien, ce n'est pourtant pas vrai.

Quand la « General Motors Company » a un programme d'expansion d'un milliard de dollars, dont 98 % ne sont pas consacrés à l'extension mais à la modernisation sous forme d'automation et d'implantation de techniques nouvelles, quelqu'un s'imaginait-il que cette entreprise va se préoccuper de rechercher les moyens de reconvertir les travailleurs occupés à la production de voitures en les réintroduisant dans le processus indirect de production, les affectant à la

fabrication des machines ? On peut dire bien des choses de la « General Motors », mais elle n'a pas la réputation d'être une œuvre philanthropique. Si elle introduit l'automatisme ce n'est certes pas dans le seul but de diminuer la peine des hommes du secteur productif. Économiquement, il y a gain effectif pour l'entreprise. Du fait de l'intensification de la lutte concurrentielle, la course aux techniques, les plus perfectionnées est aiguillonnée pour obtenir la réduction du coût unitaire de production par la diminution du coût de travail unitaire... Dans certains cas le gain réel atteint 25 % des économies globales de main-d'œuvre. On a connu des gains supérieurs, de moindres aussi. Mais, dans l'ensemble, il y a toujours gain, c'est indéniable.

Prenons l'électronique, une des industries-clés de l'avenir de l'automatisme. En 1952, la production dans cette industrie est montée à 275 % de ce qu'elle était en 1947 avec une augmentation de 40 % de travailleurs seulement.

...Si je ne suis pas le plus grand ingénieur du monde, je ne suis pas non plus le plus mauvais fraiseur ou outilleur. J'en connais un peu dans mon travail. Actuellement les laboratoires M.I.T. possèdent des machines à fraiser automatiques, des machines que les ouvriers, les fraiseurs, les ouvriers qualifiés de la mécanique emploient pour fabriquer les machines qui effectuent le travail automatique dans une chaîne de production. L'ouvrier mécanicien le plus hautement qualifié qui a fait son apprentissage et travaillé vingt-cinq ans dans cette partie peut conduire une fraiseuse Cincinnati comportant des angles compliqués et toutes sortes de courbes. Il peut travailler 500 heures à ce travail, et ne le fera cependant pas impeccablement. Actuellement, les laboratoires M.I.T. possèdent une fraiseuse automatique actionnée par un relais conduit par une seule jeune fille appliquant une formule mathématique. La perfection est obtenue grâce à cette machine sans qu'intervienne la main de l'homme. En bref, les outilleurs, les constructeurs de machines automatiques chargées de remplacer les travailleurs productifs et les employés qui établissent les bulletins de paye ne seront pas garantis contre les contrecoups et les déplacements découlant de la nouvelle technique.

LE PROGRES SOCIAL EN RETARD

Le grand dilemme qui se pose à l'Amérique réside dans la marge considérable entre les gigantesques progrès réalisés dans le domaine des sciences physiques et notre incapacité à accomplir des progrès comparables sur le plan humain et social, car si nous avons des techniciens compétents sachant mettre en œuvre machines et matériaux, il faut aller loin pour rencontrer l'équivalent en techniciens sociaux sachant prendre les hommes.

Il nous faut trouver rapidement la voie d'un « pourquoi » social et humain s'harmonisant avec notre « comment » technique. Et cette voie, il faut la trouver vite. J'ai souvent dit que notre lutte dans le monde ne se résoudrait pas par les armes, bien que je sois d'accord avec 99 % des Américains qui sentent que nous devons aussi avoir des fusils et être assez forts pour arrêter les forces destructrices d'agression où qu'elles portent leurs terribles coups.

Mais nous devons reconnaître que le seul combat que nous pouvons gagner est un combat pour des valeurs positives. Personne ne peut gagner un combat pour des valeurs négatives, par la guerre à l'âge atomique. S'il est possible de trouver un point d'équilibre qui s'exprime en d'autres termes que ceux d'une compétition pour la bombe H la plus puissante — compétition que personne ne peut gagner — mais plutôt comme une compétition sur les plans scientifique et technique modernes et si on lui donne une expression tangible en termes de niveaux de vie, de dignité et de bonheur pour les hommes, nous sommes en mesure de prendre la tête de ce combat et de le gagner.

Pour la première fois dans l'histoire de la civilisa-

tion humaine, nous commençons à maîtriser le milieu physique. Nous commençons enfin à jouir des nombreuses bénédictions que le ciel a consacrées à la nourriture, au logement et au vêtement de l'humanité en réponse aux essentielles revendications économiques et matérielles des hommes et pour permettre de promouvoir l'épanouissement de la personne humaine sur le plan social, culturel et spirituel, sens profond de notre vie.

Il faut bien reconnaître que l'économie n'est pas le but, mais le moyen de la production. L'homme en tant que personnalité individuelle n'est-il pas l'expression la plus haute du créateur ? C'est pourquoi, il nous faut trouver les moyens de le libérer des chaînes qui le lient à cet esclavage économique pour lui permettre de se réaliser spirituellement, intellectuellement et moralement.

Par notre aptitude à exprimer la puissance de notre potentiel technologique et de nos ressources matérielles en termes de progrès et de bonheur humains, nous obtiendrons un résultat plus décisif que toutes les bombes H que nous pourrions réaliser.

Les communistes prétendent que tant qu'il existe un antagonisme entre groupes économiques, entre les travailleurs et le patronat, entre les trusts et la petite entreprise, il nous est impossible, à nous, peuples du monde libre, de prouver la loyauté de nos buts, de tendre vers une unité, de trouver les communs dénominateurs permettant d'assurer et de cimenter notre cohésion sous forme de valeurs positives, alors qu'elle s'exprime si concrètement par la crainte, la haine et sous forme négative, par des menaces de guerre.

Cependant, ce n'est pas par de pieuses affirmations que nous le prouverons mais en travaillant en commun, travailleurs libres, libres entrepreneurs, hommes libres et libre gouvernement d'une société libre, à trouver les réponses à nos problèmes fondamentaux.

C'est pourquoi, au C.I.O., nous disons : « Parlons de nos problèmes en toute liberté, travaillons à rechercher en commun la réponse à nos problèmes. Il n'y a pas de solution simple, il n'y a pas de formule magique, pas de panacées. Mais si nous les abordons avec bon sens, on trouvera des solutions. Ce n'est pas enfermé dans sa tour d'ivoire, ignorant la prospérité du voisin, qu'on trouvera des solutions.

POSSIBILITES ILLIMITÉES DE MIEUX-ÊTRE

En fait de compartimentage, il n'en est qu'un, celui où nous vivons tous. Souvenez-vous que l'Amérique a acquis sa puissance en réalisant ce que des hommes de peu de foi déclaraient impossible. Nous acceptons l'épreuve de l'automatisme, qui nous permettra d'offrir des possibilités illimitées de mieux-être, non seulement aux hommes de notre pays, mais à toute l'humanité. Cependant cela exigera de nous une action pratique, totale, effective :

1^o) Nous nous en remettons à l'action du « Joint Congressional Committee on economic Report » qui a indiqué que sur la demande du C.I.O. il étudiera les conséquences les plus diverses de l'automatisme. Nous pensons que cet effort est lié à l'action plus étendue visant l'application de l'Employment Act de 1945. Nous travaillerons en liaison avec ce Comité. Nous espérons que toutes les catégories de notre société d'hommes libres feront en sorte que le Comité ait accès à toutes les sources d'information actuelles en la matière.

2^o) Nous souhaitons que le Comité remplisse une action qu'aucun groupement économique privé, de travailleurs ou d'entrepreneurs, ne peut, croyons-nous remplir. Nous aimerions que le « Joint Committee » fit fonction de « clearing-house » où serait rassemblé et mis à la portée du public l'ensemble des connaissances dans ce domaine. Les gens de la « General Motors » savent ce qu'ils entreprennent et con-

naissent sans doute les éléments essentiels de ce qui se pratique dans le domaine de l'automatisme. La « General Electric » sait ce qui se passe dans ses usines et aussi dans l'industrie électrique, mais personne ne possède un état global de ce qui se fait dans le domaine de l'automatisme.

Le Comité du Congrès est donc le lieu logique permettant le rassemblement et la coordination de nos connaissances en la matière. Ce n'est que dans la mesure où nous avons accès à l'ensemble de ces connaissances que nous serons à même d'évaluer l'influence de l'automatisme sur notre économie et sur la structure sociale de notre libre société.

3^e) Nous devons élaborer un programme de réadaptation pour nos ouvriers. Les solutions à ce problème ne seront pas uniformes. Elles seront différentes suivant qu'il s'agit de travailleurs individuels et de leur famille, d'industries ou des communautés où se situent ces industries. En réponse au problème du monde du travail, il nous faut trouver les moyens d'amortir les conséquences économiques, même si, à longue échéance, les travailleurs directement évincés par l'automatisme doivent être réabsorbés indirectement dans le circuit économique. Nous devons les protéger durant la période intermédiaire de remplacement et de requalification afin que le travailleur individuel et sa famille ou la communauté dans laquelle l'usine est fermée, ne supportent pas un dommage disproportionné résultant du coût économique et social du progrès technique.

NOUVELLES ORIENTATIONS PROFESSIONNELLES

Si nous voulons former des ouvriers, nous devons savoir à quoi nous les destinons. Nous ne pouvons avoir un programme abstrait de formation professionnelle. Si, dans une usine de radio, des ouvriers sont renvoyés parce que deux ouvriers peuvent tourner un millier de pièces par jour, là où 200 étaient nécessaires auparavant, 198 travailleurs évincés du fait de l'introduction de la chaîne automatique doivent être réadaptés à d'autres fonctions. C'est pourquoi, il nous faut connaître quelles possibilités s'offrent à eux, quelles aptitudes sont requises pour les qualifier aux nouvelles tâches possibles. Ce n'est pas une chose qui soit à la portée d'une entreprise individuelle ou d'une branche industrielle.

Et puis, il y a les transferts d'usines. Je crois que personne ne contestera qu'il est plus économique de construire une usine nouvelle pour y installer une chaîne automatique que de tenter d'installer cette chaîne dans une infrastructure existante. L'expérience montre nettement que dans l'industrie automobile, on s'oriente presque toujours vers l'installation d'usines nouvelles si cela est possible. Mais où va-t-on monter ces nouvelles usines ? Il ne s'agit pas uniquement d'une question économique, car la question se pose aussi en termes sociaux. Si l'implantation de la nouvelle usine ne tient pas compte des facteurs moraux et sociaux et par là des personnes à transplanter et de la communauté où vivent les travailleurs mutés du fait de l'automatisme, on risque de se heurter à de graves problèmes. Prenons un exemple : Ford a installé une nouvelle usine d'emboutissage à Cleveland. Elle le fut à une période ascendante de l'emploi, ce qui n'a entraîné aucun problème dans les entreprises existantes. Si cela s'était produit en période de stagnation ou en période dépressive cela aurait pu entraîner des difficultés pénibles. L'implantation d'une usine pose donc des problèmes sociaux dont la responsabilité incombe au patronat en système libéral. Et puis se pose également la question de la localisation des entreprises, considérées dans le cadre de la sécurité de la nation, celle de la politique de décentralisation ainsi que des questions stratégiques imposées par les éventualités de conflits.

REDUCTION DE LA DUREE DE TRAVAIL

Le Comité devra également se pencher sur la question de l'augmentation de la productivité découlant de l'automatisme. Deux facteurs sont à considérer : la productivité accrue par heure de travail et l'augmentation du produit national brut. Nous devons trouver le moyen de réaliser un équilibre progressif dynamique entre une capacité de production croissante et une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs. Si nous parvenons à maintenir l'équilibre d'expansion dynamique qui est la voie d'avenir de notre libre économie, l'automatisme ne peut provoquer de problèmes graves, à condition d'assurer l'harmonie des besoins des travailleurs et de l'ensemble de la population.

Compte tenu des réalisations techniques actuelles et du potentiel à venir, l'actuel salaire minimum de 75 cents est absolument ridicule. Il devrait atteindre \$ 1,25 de l'heure. Toutes les évaluations économiques sont relatives, il est impossible de discuter abstraitement de la valeur du chiffre de \$ 1,25 sur la base des critères économiques actuels. C'est en termes de niveau technique, de productivité par heure de travail et de produit national brut potentiel qu'il faut évaluer ce chiffre de \$ 1,25. Pour diverses raisons, le principe du salaire minimum peut être un facteur imprécisant du maintien de l'équilibre entre la capacité de production et le pouvoir d'achat.

Entre autres solutions, il nous faut aller vers une réduction de la semaine de travail, mais ceci ne doit pas viser à éluder les problèmes de l'automatisme et de l'abondance économique.

La réduction de la semaine de travail doit être revendiquée sur le plan national dans le cadre du développement de notre société qui dispose des moyens matériels susceptibles d'assurer une vie normale et saine à tous avec des loisirs accrus. C'est la réduction de la semaine de travail qui nous apportera plus de loisirs. Chez nous, comme dans la plupart des sociétés, la culture n'est possible que comme une résultante des loisirs, encore faut-il que ce « loisir » ne soit pas la conséquence du chômage ou d'une misère involontairement accrue. Le terme loisir doit se traduire par une extension du temps que chaque individu peut consacrer à ses activités non économiques, à l'amélioration de sa condition personnelle, sociale et spirituelle, mais encore faut-il que la sécurité économique et le bien-être matériel lui permette d'accéder à ces valeurs. Il y a loisir réel si ce loisir résulte d'une réduction de la semaine de travail, sans atteinte à la condition économique du travailleur.

Une argumentation fort répandue prétend que l'automatisme ne peut poser de problème de main-d'œuvre sérieux du fait de la diminution de la natalité ; l'accroissement de la main-d'œuvre ne serait pas aussi rapide que précédemment. Admettons-le pour un instant. Si l'on considère les statistiques, on constate qu'actuellement le chiffre de la main-d'œuvre est amputé à la base de 9.000.000 d'individus inscrits dans les universités et les écoles. Il est amputé également au sommet par la revendication concernant l'abaissement de l'âge de la retraite...

Je suis favorable à cette amputation dans les deux sens ; à la base à condition de donner à chaque jeune Américain sa chance sur le plan intellectuel, permettant à chaque enfant d'atteindre son développement mental maximum sans distinction de race, de croyance, de couleur, mais encore faut-il agir dans ce sens et ne pas se contenter de vœux pieux.

Je suis également partisan de l'abaissement volontaire de l'âge de la retraite, en tant que les intéressés le veulent et sous réserve d'une sécurité économique leur assurant la part de dignité et de bonheur auxquels ils ont droit pour leurs vieux jours. Mais, là encore, des vœux sont insuffisants. Il nous a fallu lutter pour obtenir une retraite minimum, et nous avons combattu âprement pendant 12 ans

pour obtenir le penny d'augmentation du taux des allocations d'assurances sociales.

SALAIRE ANNUEL GARANTI

En bref, il ne suffit pas de dire : « Nous diminuons le nombre des travailleurs disponibles en abaissant l'âge de la retraite et en prolongeant la scolarité ». Il faut agir. Cela ne se produira pas automatiquement. Les indemnités de chômage doivent être portées à un taux normal permettant de compenser le manque à gagner éventuel. Le standard de vie doit être sensiblement relevé. On ne fait que commencer. Bien des choses seront possibles si on consacre une abondance probable à la satisfaction des besoins humains. Actuellement, les travailleurs de l'automobile et de l'électricité luttent pour le salaire annuel garanti. Quel en sera la répercussion sur les questions d'automation ? En premier lieu, cette forme de salaire aura pour effet de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs pendant les périodes temporaires de mise à pied palliant ainsi l'enchaînement des facteurs économiques qui fait que tout chômage entraîne du chômage ailleurs. En second lieu, cela signifie que quand l'automation évince un ouvrier, pendant la période où joue la garantie, il sera requalifié, puis replacé sans avoir à subir les menaces que le chômage fait peser sur lui et sa famille.

L'automation provoque une compétition économique profonde et il est à présumer que les entreprises les plus fortes seront à la tête de cette lutte qui caractérise la liberté d'entreprise. Aussi quand des industriels décideront d'investir 1 milliard de \$ pour l'automation d'une entreprise nouvelle, assureront-ils la construction des usines et évalueront-ils l'importance de cette nouvelle technique en prenant leurs responsabilités, sachant bien que si leurs prévisions ne sont pas largement étudiées, ils devront verser aux travailleurs évincés un salaire annuel garanti.

Cela ne manquera pas de stimuler considérablement à la longue le sens des responsabilités sociales qui, en régime de libre entreprise constitue la contrepartie des responsabilités économiques fondamentales, apavage des groupements économiques. En régime libéral nul ne peut exercer un pouvoir sans encourir une responsabilité morale. A tout pouvoir économique quel que soit celui qui le détient, travailleurs, employeurs ou gouvernement, se joint inévitablement une obligation morale de n'en faire usage que dans l'intérêt des citoyens qui constituent la société.

Nous pensons que l'automation et l'abondance qui en découlera devrait ouvrir la voie à des programmes réalistes d'aide économique. Nous estimons que si la paix et la liberté sont des valeurs indivisibles, c'est là où ces valeurs sont mises en danger dans le monde qu'il nous faut les défendre, et nous ne le pouvons tant que des injustices se produisent quelque part dans ce monde, la misère servant toujours d'argument aux communistes pour justifier leurs propres desseins. C'est pourquoi, dans notre propre intérêt, nous devons assumer nos responsabilités morales et donner plus pour lutter contre la pauvreté et la faim dans le monde, pour assurer à tous les moyens matériels nécessaires pour qu'à leur tour ils apprennent à apprécier ces valeurs autres auxquelles nous tenons.

C'est à la lumière de ces considérations, que nous avons organisé cette conférence nationale sur l'automation. Nous sommes à l'aube d'une nouvelle technique. Nous pensons que le bon sens, la bonne volonté, la conscience morale et le sens des responsabilités sociales, que nous possédons tous, nous permettront d'assurer des lendemains meilleurs. Nous sommes persuadés que nos valeurs, qui sont celles d'un peuple libre, peuvent s'affirmer et rayonner. Nous croyons tous que le peuple américain est en mesure de montrer la voie au monde par l'exemple de ses espoirs, de ses aspirations, de ses rêves.

Walter F. REUTHER.

Quelques remarques encore A PROPOS DU JACQUET

Nous disions le mois dernier que nous étions tout prêts à inscrire les cent souscriptions qui manquaient au *Jacquet*. Nous avons terminé janvier avec 406. Nous sommes fin février seulement à 485.

Il en manque donc encore une quinzaine. Pour le moins, Car Belliard, de l'*Amitié par le Livre*, nous demande de ne pas arrêter notre effort. Une ou deux centaines de souscriptions lui seraient utiles.

Continuons donc.

Il y a sûrement pas mal de retardataires.

Non moins sûrement pas mal de camarades, ici et là, du nord au sud, de l'est à l'ouest, qui n'ont pas fait l'effort de collecte sur lequel nous comptions, qu'ils avaient même, parfois, promis.

Le manuscrit a été donné à l'imprimerie. Sa composition est près d'être achevée. Il s'agit donc de se hâter, de notre côté. Le tirage tiendra compte des résultats auxquels nous serons arrivés.

Le prix définitif du volume aussi, forcément.

Avis aux trainards.

Bien inactuel, ce titre : Refus de parvenir, nous a-t-on dit de plusieurs côtés ; depuis Nice par Giaufret jusqu'à Dijon par Hérard. En effet, le courant ne va pas dans ce sens pour le moment. Raison de plus pour aller contre le courant avec vigueur. C'est ce qu'a parfaitement compris Marcel Lob, du lycée de Toulon :

« Bien que je n'aie pas connu *Jacquet*, sinon par ses articles de la R.P., je m'empresse de contribuer à l'édition de son « Refus de parvenir », en souscrivant à deux exemplaires : un en l'honneur du titre, l'autre en souvenir de la probité passée de mon ex-collègue Jacques Soustelle, parvenu.

« Si vous tirez à plus de 500 exemplaires, faites-le savoir par la R. P. pour qu'on en place d'autres. »

Inactuel, le titre ? Bien sûr. Dans le temps que nous vivons il n'en peut être autrement. Le mot rapporté par Milosz ne vaut pas seulement pour la Pologne et pour les démocraties totalitaires. Un brave bougre constatant que deux pour cent de ses concitoyens vivent bien tandis que tout le reste vit mal se prend la tête dans les mains et déclare : « Comment faire pour entrer dans ces deux pour cent ? »

C'est ce que nous avons le devoir de dire par ce temps de basses eaux, d'horizon bouché, où le débrouillage individuel fait oublier l'effort de classe. Le mal est moins apparent dans nos pays : il n'est guère moins profond.

D'où tant de découragement. D'où un relâchement des initiatives individuelles. N'est-ce pas là qu'il faut rechercher la cause de ce refrain entendu si souvent : « On lit moins, on ne lit plus dans le mouvement ». Finie la culture de soi-même. Un ami qui est dans l'édition disait dernièrement qu'un livre sur le mouvement syndical partait à 300 exemplaires. Au moment où l'on compte en France 20 à 30 000 syndicats, disposant chacun d'un conseil syndical d'au moins dix membres, sans parler des militants en dehors, n'y a-t-il pas là une chose capable de nous faire honte ?

Ce n'est pas sur 300, mais sur 3.000, mais sur 30.000 que nous devrions compter.

Il suffit que nous nous ressaisissions, que nous en remettons un coup dans nos diverses corporations, dans les villes comme à la campagne.

Ne le croyez-vous pas ?

Alors, montrez-le pour le *Jacquet*.

Montrez-le aussi pour la R.P.

FRONT POPULAIRE

Aux récentes élections du président de la république de Finlande, les 52 « communistes » membres du collège électoral votèrent pour le candidat de droite, l'agarien Kekkonen, CONTRE LE CANDIDAT SOCIAL-DEMOCRATE FAGERHOLM, qui fut ainsi battu, grâce aux voix « communistes », par 151 voix contre 149.

Panorama social du Chili

Depuis février 1953, il n'existe au Chili qu'une seule organisation syndicale, groupant l'ensemble des travailleurs : la CUT (*Central Unica de los Trabajadores de Chile*). Cette confédération est née par décision d'un congrès constitutif, tenu à Santiago. Selon l'opinion des militants ouvriers chiliens, ces assises ont revêtu une importance jamais atteinte en Amérique latine, à la fois par le nombre de délégués présents, par l'afflux de représentants d'organisations syndicales des pays voisins, par la valeur de la déclaration de principes qui fut adoptée et par l'ampleur de la plate-forme de lutte approuvée à l'unanimité. Tous les courants ouvriers s'y manifestèrent, y compris les anarchistes de la FAI chilienne et les noyaux anarcho-syndicalistes, lesquels développèrent une intense activité avant et pendant le congrès, au point d'apparaître comme une force au moins égale à celle des communistes et des divers partis politiques.

A mon avis, ce congrès doit être considéré comme le fruit de deux phénomènes :

1. — Le Front Populaire, qui avait triomphé en 1938, grâce aux efforts des stalinien, avait deux têtes ; l'une tournée vers Moscou et l'autre orientée vers Washington. Quand les luttes internes pour la conquête du pouvoir se firent plus serrées, la tendance pro-américaine l'emporta et les vainqueurs s'efforcèrent d'écraser leurs alliés de circonstance. Des lois de répression furent votées et un camp de déportation fut créé à Pisigua. Les communistes furent persécutés et isolés. Mais l'inflation, la hausse du coût de la vie, provoquèrent un violent mécontentement dans la population, et fournirent l'occasion aux stalinien de reprendre pied, non pas sous leur nom, mais au sein des comités créés pour combattre la hausse spéculative. Ils utilisèrent ces organisations pour diffuser leur matériel de propagande, recruter de nouveaux cadres, organiser l'opposition. Pourvus de moyens financiers, disciplinés, actifs, ils utilisèrent les raisons de mécontentement pour manœuvrer les travailleurs et les petits commerçants. Après cinq années de ce travail, l'opposition était devenue puissante, et elle provoqua la victoire écrasante du général Ibanez, candidat à la présidence de la République, en 1952. Le même général avait gouverné le Chili en dictateur, jusqu'au 26 juillet 1931. La campagne électorale avait rassemblé, pour le soutien de la candidature Ibanez, tout ce que le Chili compte de mécontents et d'opportunistes. Si bien que pendant les premiers mois de la nouvelle présidence, la liberté fut totale pour tous ceux qui s'étaient rangés sous la bannière « ibaniste ». C'est ainsi que les communistes purent réorganiser leurs cellules, leurs cadres et leur propagande, et préparer de nouvelles opérations.

2. — La victoire du général dit de l'Espérance, rendit les coudées franches à l'appareil communiste, lequel se trouva rendu à la vie publique. Le caractère hétérogène des ibanistes — depuis les éléments de type nazi jusqu'aux stalinien, voire jusqu'à certains anarchistes — se retrouva dans la composition du nouveau gouvernement. Socialistes et fascistes y participèrent. Il est facile de comprendre à quels résultats semblable politique devait aboutir. Alors que l'incohérence gouvernementale s'installait, les communistes lancèrent l'idée d'une centrale unique ouverte à tous les travailleurs, dans l'espoir de mettre la main sur le mouvement ouvrier.

Leur plan échoua en partie, du fait que quelques militants ouvriers flairèrent le danger, mais les communistes parvinrent à se camoufler à l'intérieur de la CUT, agissant en membres du parti quand les circonstances s'y prêtaient, parlant en syndicalistes ou en travailleurs de la base en d'autres occasions. La volonté de ne pas être démasqués et la crainte de se trouver une fois de plus isolés les firent jouer tous les ressorts et toutes les influences pour que le Congrès constituant fût appuyé et reconnu par toutes les forces syndicales de l'Amérique latine. Ainsi le camouflage de leur action rendait plus faciles les manœuvres ultérieures, et empêchait les courants non communistes de les dénoncer.

Le congrès désigna un Conseil national, composé, jusqu'à la grève nationale du 7 juillet 1955, de 21 membres : 5 communistes, 4 socialistes populaires, 3 socialistes chiliens, 3 indépendants, 2 socialistes chrétiens, 1 radical et 3 anarcho-syndicalistes (lesquels allaient organiser un mouvement syndicaliste révolutionnaire — MSR). Sur les 21 conseillers, 15 relevaient de partis politiques, et il est à remarquer que leur comportement correspondait, au conseil national comme dans les organismes directeurs des fédérations de métier ou d'industrie, aux consignes de leurs partis plutôt qu'aux directives données par les assemblées de base. A cela il faut ajouter que le travailleur chilien est généralement légaliste et d'esprit politique. Les luttes sociales sont menées dans une atmosphère de respect de la légalité et de jeu politique. Le code du travail enferme la plupart des activités syndicales, et les poussées d'action directe sont le plus souvent orientées par des partis où les inspirations russe, magonique ou d'Eglise sont décelables.

La grève générale du 7 juillet fut générale, laissant le gouvernement décontenancé et la CUT indécise. C'est alors que se manifestèrent le cardinal Caro, le poète Neruda et le Grand Maître... La grève et son succès ouvraient des perspectives révolutionnaires, les partis et le gouvernement se trouvaient pris de court, mais il n'y avait pas de cadres de militants syndicalistes solidement formés et capables d'initiative, en mesure de mettre à profit la manifestation de force pour réformer profondément la structure sociale.

Le 9 janvier de la présente année, la CUT lança le mot d'ordre d'une nouvelle grève générale, décision prise cette fois à l'unanimité, alors que la décision de grève générale sans limite n'avait, le 7 juillet 1955, été prise que par les socialistes populaires et les syndicalistes révolutionnaires. Mais le vote unanime signifiait que les représentants des partis avaient déjà leur plan préparé. Passés à l'opposition, ces courants politiques estimaient que la grève générale permettrait de liquider le gouvernement, et que la CUT donnerait le coup de grâce. Ibanez comprit le danger, alla au-devant des événements, ordonna à la police politique de procéder à des arrestations préventives, mobilisa 30.000 hommes de troupe et les posta aux endroits stratégiques de la capitale. Les partis d'opposition reculèrent, pratiquèrent la politique de l'autruche, et leurs leaders se réfugièrent dans l'enceinte du Parlement. Tout en affirmant qu'il s'agissait d'une grève souverainement décidée par la CUT, ils annoncèrent qu'ils défendraient les persécutés et les emprisonnés. En fait, ils comptaient sur un nou-

veau 7 juillet, qui leur aurait permis de s'emparer du pouvoir. L'histoire ne se répéta pas.

En dépit des nombreuses arrestations, la grève fut importante dans la province de Santiago, où 130.000 travailleurs cessèrent le travail. Si l'on tient compte du déploiement des forces militaires, de la consigne communiste de ne pas sacrifier les cadres, on constate que seuls les éléments syndicalistes suivirent le mot d'ordre de grève.

La leçon à tirer de cette aventure est que le travail d'éducation et l'effort d'organisation sont indispensables, si les syndicalistes veulent mener le mouvement ouvrier à des combats authentiques.

Le MSR a déclaré vouloir s'enraciner plus profondément dans les couches sociales ouvrières et créer une mystique révolutionnaire. Il est à prévoir que les communistes s'efforceront de morceler le mouvement et de le décourager, car ils ne tiennent nullement à ce que les problèmes d'Amérique latine rencontrent une solution, mais qu'ils demeurent ouverts, de façon à pouvoir manœuvrer sans trêve pour le plus grand bénéfice de la diplomatie soviétique.

Santiago, février 1956.

Francisco Pauner SOSPEDRA.

LETTRE D'ARGENTINE

Situation économique et perspectives ouvrières

Ce n'est pas encore une étude sur la situation sociale qui nous parvient d'Argentine, mais une lettre d'information préalable. Elle émane d'un solide militant libertaire, Jacobo Prince, ancien des luttes révolutionnaires, et animateur d'un groupe de recherche et d'action : « Reconstruire ».

« Voici quelques impressions synthétiques. Le pays se trouve en réalité dans une situation économique désastreuse, conséquence en partie d'un dirigisme exercé pendant douze ans par un apprenti-sorcier avec tendances à la mégalomanie. Parmi les industries nationalisées, celle des transports entraîne un déficit quotidien de 10 millions de pesos, et tout le matériel ferroviaire se trouve à l'extrême limite d'usure. La bureaucratie dévore le pays, et le nouveau gouvernement — provisoire — déclare qu'il est impossible de la réduire, par crainte de provoquer un chômage que l'industrie privée ne pourrait absorber. En ce qui concerne l'outillage et les machines, le pays est en état de pénurie. L'industrialisation s'est soldée par un échec total, sauf en ce qu'il a permis d'enrichir un groupe d'industriels plus ou moins aventuriers, et de faire surgir des fortunes « magiques » de plusieurs milliards de pesos au compte de personnages en étroit contact avec les hauts dirigeants du péronisme. Pour ce qui est de l'agriculture, source de produits pour l'exportation, son niveau est descendu si bas que certains produits, comme l'huile comestible, doit être importée... des Etats-Unis.

« Pour répondre à cette situation, le gouvernement, faisant sienne la recette de son conseiller économique, le Dr Prebisch, a commencé par dévaluer le peso et à augmenter les prix accordés aux agriculteurs. Le but avoué est de stimuler la production agricole, de façon à augmenter les soldes des paiements. Evidemment, cela entraîne une immédiate augmentation du coût de la vie, que le gouvernement estime ne pas devoir dépasser 10 %, ce qui apparaît être un calcul trop optimiste. En général, on insiste sur une plus grande « productivité » à atteindre, comme méthode permettant de freiner l'inflation. Cela signifie qu'on espère « plus et meilleur travail » de la part des ouvriers, et que l'on exhorte les industriels à se contenter de bénéfices réduits. Etant donné que l'orientation générale du gouvernement est favorable à l'industrie privée, en opposition à la ligne dirigiste du régime antérieur, toute mesure coercitive à l'égard des capitalistes est repoussée, si bien que les chefs d'entreprise s'appêtent à mettre à profit ce « libéralisme ». Les seuls sacrifices que l'on projette d'exiger du secteur patronal sont l'augmentation des impôts sur les revenus et bénéfices extraordinaires. En somme, le redressement

économique du pays doit être obtenu aux dépens des producteurs, puisque « l'Etat de droit » que la « révolution libératrice » a restauré, implique un respect total de la propriété détenue par les agrariens, les industriels et les grands commerçants.

« Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que le changement survenu dans le pays n'ait été salutaire et il serait démagogique d'affirmer que l'actuel régime est identique au précédent. Les libertés élémentaires, même en tenant compte des restrictions qu'impose l'état de siège encore en vigueur, ont été reconquises, et une atmosphère différente est créée, notamment dans les sphères culturelles et de l'enseignement, où l'asphyxie était presque complète sous le péronisme. Cela signifie qu'il est devenu possible de discuter de problèmes autrefois intouchables. Et il est curieux à ce propos que le « progrès » signifie en ce sens un rapprochement d'une situation semblable à celle qui existait dans le pays avant 1930, quand surgit la dictature du général Uriburu, inaugurant la période des gouvernements plus ou moins « forts » ou totalitaires.

« Le problème le plus complexe et dans une certaine mesure le plus tragique est celui du mouvement ouvrier. C'est un fait qu'un secteur très important du prolétariat a été intoxiqué par la démagogie péroniste, elle-même renforcée par les communistes. Ainsi, des grèves générales ont été tentées dans le seul but de maintenir les hiérarches de la C.G.T. à leurs postes, et les courants ouvriers conscients, y compris le nôtre, ont dû s'y opposer. Actuellement, la C.G.T. et ses filiales sont contrôlées par le gouvernement, qui a placé à leur tête des officiers de la marine ou de l'armée, avec le concours de quelques vieux militants ouvriers, généralement socialistes et syndicalistes. Il n'y a pas d'indice qui permette de croire que le gouvernement tente de construire sa propre centrale syndicale, mais il est indiscutable qu'en ce moment il exerce une tutelle « paternelle » sur les syndicats, en attendant le moment de permettre des élections syndicales. Ces circonstances donnent leur pleine valeur à la position prise par notre mouvement qui a toujours préconisé une organisation syndicale indépendante et fédéraliste, sans intervention politique ou d'Etat, mais également sans définition idéologique, ce qui nous différencie des camarades de la tendance F.O.R.A. Mais, j'insiste là-dessus, la grande difficulté pour la reconstruction du mouvement ouvrier se trouve dans le mirage démagogique qui perdure, dans la terrible régression culturelle et morale dont a souffert le prolétariat argentin,

Propos sur lectures et vagabondages

SUR LES SCISSIONS SYNDICALES (1)

Notre amitié pour Georges Vidalenc ne tient pas seulement à l'homme, d'une qualité rare. Elle ne le distingue pas de l'œuvre qui reste essentiellement pour nous le centre d'Éducation ouvrière. Ce n'est pas Vidalenc qui l'a fondé, ce n'est pas toujours lui qui l'a dirigé. Mais il en représente le principe et la permanence par un attachement qui ne dépend ni d'une idéologie, ni d'un intérêt matériel.

La nécessité de maintenir le centre — dont pas mal de bureaucrates souhaitait la disparition — permet de comprendre et d'accepter certains sacrifices, et certaines précautions. Il est difficile à Vidalenc de s'opposer publiquement aux thèses officielles de F.O... ou plutôt du bureau confédéral F.O. C'est assez visible dans sa brochure sur « *Les scissions syndicales* ».

Que l'on ne se méprenne pas. Nous n'accusons pas notre ami de falsifier l'Histoire pour fabriquer des alibis. Sa probité le garantit contre un tel méfait. Mais si l'éminent Bothereau a accordé une préface, c'est bien pour souligner l'intention du bureau confédéral. Il faut que « *les jeunes générations sachent ce que recèle de dangers la subordination du syndicalisme à la politique d'un parti* ».

Vidalenc peut — il l'a prouvé — faire œuvre d'historien. Il n'est quère propre au métier de propagandiste. Disons qu'il s'est comporté, ici, en moraliste — selon la formule du XVII^e siècle. Il a voulu instruire en racontant.

Seulement le moraliste ne garde de l'Histoire que ce qu'il croit édifiant. Et il tend — peut-être involontairement — à justifier sa conclusion actuelle par un choix des faits passés.

Il est vrai que la « matière » de l'Histoire n'est jamais statique, que « le devenir » est plus important que l'être, et que des événements d'hier s'éclaircissent souvent par les réalités d'aujourd'hui. A la condition de ne pas fixer certains éléments de l'évolution par des définitions formulées postérieurement.

Le syndicalisme français a connu trois scissions organiques, depuis 1914 : celle de 1921, celle de 1939, celle de 1947. Vidalenc s'efforce de recréer l'atmosphère de ces trois périodes de déchirement. Il y réussit sans doute, mais l'interprétation finale reste la même que celle de Bothereau : la cause des scissions c'est la subordination du syndicalisme à la politique d'un parti agent d'un pays étranger.

Pour que ce soit totalement vrai, il faut admettre a priori que les trois éléments fondamentaux : syndicalisme, parti, politique du pays étranger n'ont pas varié de nature de 1921 à 1947... et que d'autres éléments n'ont pas joué de rôle important dans ces drames. Vidalenc nous répondra que ce sont justement les variations de cette politique étrangère qui expliquent les alternatives du climat d'unité et du climat de scission.

C'est bien la lutte contre le plan Marshall qui a déclenché « l'ouragan des grèves Molotov » et donc provoqué la dernière scission de 1947.

Nous l'avons trop souvent affirmé dans la R.P. pour le démentir.

Ce n'était pas aussi net en 1939.

La cassure fut la conséquence du pacte stalino-

hitlérien. Mais elle fut consommée en haut, sous la protection de la censure et de la législation de guerre. Elle fut réalisée parallèlement par la direction confédérale et le gouvernement. Celui-ci fit exclure des bourses du travail les syndicats dont les représentants ne se prononçaient pas contre le pacte. Il n'y eut aucun débat à la base. Or rien ne prouve que « *la presque totalité des communistes ou communistants seraient restés fidèles au mot d'ordre du parti* »... si l'on avait saisi partisans et sympathisants dans le désarroi des derniers jours de paix, si l'on avait pu même les consulter aussi librement que possible, alors que les troupes russes pénétraient en Pologne.

La scission en 1939 a été la volontaire application d'une politique gouvernementale, — mais pas étrangère — celle du gouvernement français, de guerre et d'union sacrée. Car l'obéissance des partisans staliniens fut beaucoup plus stricte en 1941 et en 1945. Et c'est parce qu'elle s'alliait au « loyalisme » français que l'on a réalisé l'unité.

Quant à la scission de 1921, nous aurions à discuter toute l'interprétation de Bothereau. Et nous pouvons reprocher amicalement à Vidalenc de ne pas avoir mis en relief l'opposition à la politique de guerre et d'union sacrée, menée dès 1914 par Monatte d'abord, puis par Merrheim, Bourderon, Loriot, Dumoulin.

Il est vrai que la Révolution russe de 1917 a levé une Foj rédemptrice qui s'est alliée à la frénésie pacifiste des survivants de la guerre. Il est vrai que des syndicalistes authentiques comme Merrheim, qui connaissaient et craignaient Lénine et sa doctrine, se sont détachés de la minorité. Mais celle-ci n'était nullement animée par de fanatiques et aveugles partisans. Et Moscou ne semblait pas vouloir la scission. Sans doute peut-on aujourd'hui s'interroger sur les « arrières-pensées » des bolcheviks ? Ce qui est certain, c'est que les révolutionnaires qui ont voulu ou accepté la scission n'étaient pas des communistes de stricte obédience. L'histoire des C.S.R. (comités syndicalistes révolutionnaires) est beaucoup plus complexe qu'elle n'apparaît à travers les propos de Vidalenc. Elle reste à écrire, comme celle de la C.G.T.U.

Vidalenc comprendra nos sentiments. Nous ne nous sentons pas plus qualifié que lui pour écrire l'histoire des scissions (par sa culture il l'est certainement beaucoup plus que nous). Mais ici c'est au moraliste que nous cherchons querelle. Nous aussi, nous pensons aux jeunes qui chercheraient des « enseignements » dans cette histoire.

On ne peut nous reprocher de ne pas souligner suffisamment la malfeasance des ministres de la nouvelle Eglise.

Mais il y a le troisième élément : le syndicalisme et les hommes qui prétendent le représenter.

En 1921, la scission n'a été pour les dirigeants de la C.G.T. que la suite logique de leur tournant de 1914.

Dès 1936 (date de la réunification) à 1939 (date de la deuxième scission) leur immobilisme les a rendus incapables de résister au noyautage staliniens.

De 1945 à 1947, ils ont voulu partager avec les staliniens tous les fruits et les bénéfices de la Libération. Lors de la scission nécessaire de 1947, il n'ont pas su et pas voulu poser brutalement

(1) Brochure de Vidalenc, préface de Bothereau. Editions de la C.G.T.-F.O.

le véritable problème : celui que Bothereau formule aujourd'hui. Ils n'ont pensé qu'à s'installer sur des positions stables. Ils ont, avec une patiente habileté, découragé, neutralisé ou éliminé tous ceux qui plus ou moins adroitement tentaient de « secouer le dormeur ».

De nouvelles conjonctures internationales pourront demain provoquer un nouveau changement de climat. Rien dans le passé ne nous permet d'espérer une résistance efficace des dirigeants de la C.G.T.-F.O. C'est à des gens semblables à eux que Monatte lançait en 1919 la belle formule, empruntée à Renan : « En vous l'administrateur a tué l'apôtre ». Semblables ? Mais pas identiques ; car l'administrateur n'a plus à tuer un apôtre qui n'a jamais existé.

ACTION DE CLASSE OU FRONT POPULAIRE ?

Liaisons syndicales, qui paraît sous la forme trop modeste d'un petit bulletin intérieur, publie un numéro 6 dont l'intérêt n'est pas douteux. On regrette même que ce ne soit là qu'un organe de liaison qui ne touche certainement pas tous les minoritaires F.O. Nous rappelons ici à ses rédacteurs que la *R.P.* leur est ouverte pour toute discussion sur les problèmes ouvriers. Et qu'aucune opinion minoritaire ne jouira d'un traitement de faveur, qu'aucune ne sera étouffée par les rédacteurs de *la R. P.*

Car ici la modestie des moyens gêne l'étude approfondie. Sans doute le bulletin nous apporte-t-il un examen sérieux, par Gibelin, des derniers accords de salaires. Mais des affaires comme celle du poujadisme et celle du Front populaire réclament d'autres éléments de discussion que des mots d'ordre et des boutades.

Il est facile, si l'on s'en tient aux apparences, d'identifier le 6 février 1934 de Paris et le 6 février 1956 d'Alger.

Il y a deux ans, nous avons tenté dans la *R.P.* de dégager des slogans l'histoire des 6 et 12 février 1934. La première journée a été qualifiée de journée fasciste. La seconde a été jugée comme la première manifestation du Front populaire. Simplification abusive dans les deux cas.

Un mouvement fasciste entraîne sans doute une cohue, mais il est mené par une phalange disciplinée, composée de déclassés qui n'ont plus rien à perdre et tout à gagner à une prise du pouvoir et à un total renversement des valeurs. Or le 6 février 1934, grâce à une machination occulte, a abouti à l'Union nationale et à la consécration de la déflation des salaires.

A l'origine le poujadisme représentait des intérêts corporatifs précis. Qu'il tente aujourd'hui de prendre la place du R.P.F. et de remuer la cohue des mécontents, ne prouve pas qu'il soit organisé pour la prise insurrectionnelle du pouvoir politique. Peut-être s'agit-il tout simplement de stabiliser des situations acquises, de conserver — avec quelques reprises — ce que l'on possède encore et que l'évolution économique menace.

C'est ainsi que nous interprétons également l'agitation des Européens d'Algérie. Avec cette aggravation que là-bas l'enjeu est beaucoup plus lourd et que le risque de tout perdre et d'être rejeté parmi les « outlaw » n'est pas exclu dans un avenir proche. C'est peut-être là du fascisme. Mais qui ne passera pas la Méditerranée. Si les colons d'Algérie ont de puissants défenseurs dans la haute bourgeoisie métropolitaine, aucune solidarité réelle ne les lie à la petite bourgeoisie française. Or il n'y aura de possibilités fascistes

en France que lorsque celle-ci se prolétarisera rapidement.

Quant au 12 février 1934, son histoire c'est d'abord celle de la grève générale, dont le succès permit sans doute toutes les manifestations du Front populaire... mais n'en fut pas du tout la conséquence et l'effet. Bien au contraire, c'est la confusion du Rassemblement populaire qui noya la C.G.T. dans une cohue, et couvrit la réalité féconde de l'Unité syndicale de confettis multicolores.

Enfin les succès ouvriers de 1936 ont peut-être été favorisés par l'atmosphère antifasciste, mais ils n'auraient pas été possibles sans les magnifiques journées de juin, les grèves et les occupations d'usines.

Que Michel Lequenne — dont l'esprit révolutionnaire n'est pas niable — utilise son ardeur si sympathique à favoriser la spontanéité ouvrière, à ranimer la foi en l'action directe, plutôt qu'à regonfler la baudruche historique du Front populaire.

On pourrait le chicaner d'ailleurs sur ses rappels d'un passé qu'il connaît mal. Quand il est fait allusion au coup de Prague, on n'a pas le droit de répondre par les accords de Yalta et le putsch grec. Trop facile de s'en tirer par les habituelles rengaines sur le conflit des impérialismes, le heurt des deux Blocs. Pour nous, Lequenne et pour toi comme nous, le coup de Prague, c'est la colonisation des syndicats, la liquidation d'un mouvement ouvrier aux traditions solides et l'installation d'une dictature soumise au czar rouge de Moscou. J'espère pouvoir consacrer toute la place désirable au compte rendu du livre remarquable de Paul Barton et Albert Weil sur : *Salarialat et contrainte en Tchécoslovaquie*. (Editions Rivière).

J'y renvoie Lequenne. Il y trouvera la description d'une exploitation de la classe ouvrière, à laquelle ne pourrait atteindre le capitalisme le plus dynamique et le plus oppressif de l'Occident. Or c'est exactement ce qui peut se produire, lorsqu'on sacrifie l'action spécifique de la classe ouvrière au grouillement du Front populaire.

Au reste, nous ne nous illusionnons pas. Ceux qui votaient encore en 1935 les motions à style de « verboten » contre les stalinien furent souvent les plus facilement soumis, après 1936, à la colonisation stalinienne. Vingt ans après, nous demeurons convaincus que les plus redoutables résistants au totalitarisme rouge, se retrouveront parmi les militants — tels les rédacteurs des *Liaisons syndicales* — qui n'ont pas renié le syndicalisme révolutionnaire... à la condition qu'ils n'en sacrifient pas, à la phrase, l'esprit... celui de la Charte d'Amiens !

GLORIFICATION DES MORTS OU LIBERATION DES VIVANTS ?

— Alors tu dois être content ? C'est la fin du stalinisme. On a réhabilité Bela Kun. Un comité s'est formé, pour réclamer la révision de tous les procès de Moscou, ou inspirés par Moscou... Quel bouleversement ! Jusqu'où iront-ils ?

— Ils iront peut-être jusqu'au bout... Jusqu'à la révision totale. Jusqu'à la réhabilitation... même la glorification de Trotsky.

— Mais alors, rien ne peut plus nous empêcher de les rencontrer... de suivre Atlee et Auriol à Moscou.

— Rencontrer qui ? On ne peut prévoir où ils iront. On sait d'où ils viennent. Ces bourreaux qui vomissent sur les cadavres de leurs maîtres d'hier rendront-ils compte du sang qu'ils ont versé. Il y eut aussi des tortionnaires des camps

hitlériens qui crachèrent sur les portraits d'Hitler et de Himmler, lorsque les chars alliés forcaient les barbelés...

— Il faut vivre dans le présent. Il n'est pas certain qu'ils iront jusqu'à glorifier Trotsky. S'ils le faisaient, ce serait une grande victoire...

— Pas pour nous, s'il s'agit de confirmer les mêmes, ou de voir un clan triompher des autres.

Te souviens-tu de la Sainte Jehanne de Bernard Shaw que les Pitoëff mirent en scène, il y a quelques trente ans ? On a critiqué le 5^e acte. On aurait voulu que la pièce se terminât sur les accents humains du procès. Mais c'est le dernier acte qui porte la véritable conclusion.

Jehanne, ressuscitée, voit groupées autour d'elle les ombres de ceux qui l'ont condamnée ou trahie. Elle apprend d'abord que son procès a été révisé. Au milieu des costumes du XV^e siècle, apparaît un monsieur en habit moderne qui annonce la canonisation.

Jehanne pose la question : *Que feriez-vous si je revenais ?* Tous disparaissent. Le dernier, le messager de l'Eglise moderne objecte, sur un ton neutre : « L'hypothèse de votre résurrection n'ayant pas été envisagée, je dois demander de nouvelles instructions à Rome ».

Et le rideau tombe sur la dernière réplique de Jehanne : *O ! Terre, quand donc pourras-tu recevoir tes saints ?*

— Révision des procès de Moscou, réhabilitation posthume, glorification des morts... Tout cela n'est même pas extraordinaire. Qu'à Moscou, toutes les oppositions aient droit de cité, que les trotskystes, les socialistes, les syndicalistes, les libertaires puissent y vivre... et nous reconnaitron qu'il y a quelque chose de changé.

AMABILITE PEDAGO-SOVIETIQUE

Une délégation de l'Enseignement soviétique, conduite par Mme Choupacrowa, présidente des syndicats enseignants de Russie, a été reçue, lors d'un passage à Paris, par les militants responsables du syndicat autonome de l'Education nationale. *L'Ecole du Grand Paris* de février 1956 publie le compte rendu de cette rencontre, sans en indiquer la date.

Dommage ! Si l'on ne connaissait pas encore les révélations du 20^e congrès du parti communiste d'U.R.S.S., Ruff (secrétaire général du syndicat de l'E.N.) a dû chatouiller d'un terrifiant frisson le dos présidentiel et aimable de Mme Choupacrowa. C'est qu'il a le talent et le courage de dire, avec le sourire, des mots explosifs. Il a rappelé « la curiosité que les enseignants parisiens ont pour la vie en Union soviétique, la sympathie qu'avait suscitée chez eux la Révolution d'Octobre et le souvenir qu'ont laissé les militants responsables de cette époque... »

On n'a pas osé poser la question des études secondaires pyantes. Et pourtant Mme Choupacrowa a confirmé involontairement ce que nous avons déjà précisé : « Si l'élève dans le technique supérieur est bien noté, il peut obtenir des bourses, le futur plan quinquennal prévoit la gratuité de cet enseignement. »

Il est donc bien établi que la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur n'existe plus en U.R.S.S.

Cueillons deux autres perles :

« Il a paru inutile d'instituer un enseignement spécial de la philosophie et notamment l'histoire de la philosophie, étant donné que tout l'enseignement est directement inspiré des principes de notre philosophie. »

« Il a paru utile d'imposer l'uniforme pour atténuer les différences sociales. »

Ainsi dans la patrie du socialisme, les inéga-

lités sociales sont si choquantes qu'on ne peut que les atténuer par le port de l'uniforme.

On justifiait ainsi les horribles tabliers noirs et les humiliantes pèlerines bleues dans les vieux orphelinats catholiques. Il est en France quelques communautés d'enfants où l'on applique au contraire des formules « d'égalité dans la diversité. »

Mais Mme Choupacrowa est injuste. Il y a des inégalités brutales en U.R.S.S. qui ne choquent pas les constructeurs du socialisme. Le port de l'uniforme répond à des pensées plus hautes. C'est l'application des principes « d'esthétique dans la militarisation » formulés par le pédagogue soviétique officiel : Makarenko.

SUR UNE CONDAMNATION D'EINSTEIN

Hem Day, éditeur de l'intéressante revue libertaire de Bruxelles : *Art et Pensée* publie une brochure sous le titre : *Einstein et son pacifisme relatif*.

Il s'agit de condamner Einstein qui après avoir pris parti publiquement et solennellement pour « l'objection de conscience » en 1931, s'est rétracté en 1933, après le coup de force hitlérien.

Gérard Leretour, président de la Ligue des Objecteurs de conscience, avait parfaitement le droit de lui reprocher d'avoir été le « conseiller libre et honoré » qui abandonne « les payeurs salis et emprisonnés ».

Mais les troubles de conscience d'Einstein n'étaient pas méprisables. Il écrivait le 20 juillet 1933 :

« Il y a en Europe centrale une puissance qui prépare ouvertement la guerre. Les pays latins, surtout la Belgique et la France, se trouvent par cet état de chose dans un très grand danger et ne peuvent compter que sur leur force défensive. Figurez-vous que la Belgique soit occupée par l'Allemagne d'aujourd'hui : « ce serait sans doute pire qu'en 1914, bien qu'à ce moment là, ce fût déjà terrible ».

Thèse discutable en 1933. Mais qui n'appelle pas en 1956 une réprobation brutale. Car en 1940, la capitulation des armées belges (probablement inévitable) a ouvert pour le peuple belge une période de souffrances et de persécutions auxquelles on ne peut comparer les dures contraintes de l'occupation allemande de 1914 à 1918.

Le texte de la brochure appellerait d'autres débats, en particulier sur la responsabilité d'Einstein dans la guerre atomique. Mais encore faudrait-il se garder d'un parti-pris qui tient de l'inconscience et de la duperie. Un libertaire peut-il écrire : « que Roosevelt était le chef d'Etat le plus totalitaire qui soit sous l'habit démocratique. »

Il n'y a pour nous, Hem Day, qu'un critérium valable : les possibilités d'expression de la pensée libre — sans insister même sur la différence de traitement de l'objection de conscience aux Etats-Unis... et en France.

Mais dans l'Etat « le plus totalitaire qui soit », il existe des groupements libertaires, une presse libertaire. Des écrivains « outlaw » sont imprimés et diffusés. Sur les écrans on projette des films — tel l'admirable « Sur les quais » — où les tares de la société américaine sont systématiquement et brutalement éclairées. Les survivances du racisme provoquent des manifestations massives, violentes, efficaces, devant lesquelles s'estompent nos gestes dérisoires contre le colonialisme français.

De l'autre côté du rideau de fer, citez-moi un seul homme qui puisse librement s'affirmer libertaire...

R. H.

LIBÉREZ MESSALI HADJ!

Les membres du Comité du Cercle Zimmerwald ont adressé à Guy Mollet la lettre suivante :

Monsieur le Président du Conseil,

Au nom des syndicalistes, des socialistes et des internationalistes groupés dans le Cercle Zimmerwald, nous vous demandons de mettre fin au régime de résidence surveillée auquel est astreint le camarade Messali Hadj.

Nous pensons qu'il ne peut y avoir, pour vous, de meilleure façon de traduire en actes les intentions que vos déclarations officielles proclament. La complète libération de Messali Hadj, en dehors du fait qu'elle est de stricte justice, ne peut avoir qu'un effet heureux en faveur de la paix en Algérie.

Il n'est certes pas possible de réparer en quelques mois des erreurs et des fautes accumulées depuis plus d'un siècle. Les colonies ont été livrées aux exploités et aux affairistes, alors que, seuls, auraient dû y avoir accès les administrateurs, les ingénieurs, les médecins et les instituteurs.

Quoi qu'il en soit, le maintien de Messali Hadj dans la situation où l'ont mis ou laissé *illégalement* les gouvernements qui ont précédé le vôtre, signifierait au contraire que vous approuvez les illégalités commises par ces gouvernements. Vous ne pouvez ignorer les conséquences tragiques qui en résulteraient pour le crédit que votre gouvernement peut avoir encore auprès des populations musulmanes d'Algérie. Nous espérons donc que vous donnerez sans tarder l'ordre de libération de Messali Hadj.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, nos salutations internationalistes.

Le Comité du Cercle Zimmerwald : Chambelland, Charbit, Guiloré, Andrée Limbour, Marceau-Pivert, Martinet, Pierre Monatte, Muglioni, Alfred Rosmer, Ruffin, Thévenon, Walusinski.

Le Cercle Zimmerwald de Niort.

ENTRE NOUS

Ce temps est sans doute fertile en découvertes. Celle du culte stalinien par le 20^e Congrès du Parti Communiste russe a provoqué en Europe occidentale une surprise émue et des espoirs quelque peu hasardeux.

Il est des gens — hélas ! pas très nombreux — qui doivent sourire de telles découvertes et surprises. Ce sont les fidèles abonnés de la « R.P. ». Certains lisent notre revue depuis sa fondation. Ils ont pu suivre une campagne qui a commencé lors de la bolchévisation de l'Internationale Communiste et qui dès son origine a posé le problème essentiel : celui de l'abandon des conquêtes de la Révolution d'octobre et de la dispersion du groupement international des révolutionnaires constitué à Zimmerwald.

Le stalinisme a atteint sa forme parfaite, a acquis son caractère définitif, lors des procès de Moscou de 1936. Aucun organe à l'époque n'a été capable de donner à cette tragédie toute la publicité nécessaire. C'est que les plus clairvoyants ne voulaient pas ou n'osaient pas troubler les effusions du Rassemblement populaire. Aucun... sauf la « R.P. ».

Ce sont là des souvenirs qui devraient unir étroitement les anciens de la « R.P. », d'autant plus étroitement que jamais celle-ci n'a cédé aux tentations de l'anticommunisme bourgeois et réactionnaire.

Cela ne suffit pas pour attirer les jeunes. Mais cela devrait permettre de rassembler autour de notre revue tous les militants de la génération intermédiaire : celle qui a débuté il y a vingt ans et qui a vécu les épreuves de la guerre et de la Libération. Chacun de nous en connaît quelques-uns, a guidé leurs premiers pas. Chacun de nous devrait s'imposer le patient effort de les retrouver. Les meilleurs, ce sont souvent ceux qui se sont éloignés du mouvement. Une revue comme la nôtre ne peut pas facilement ébranler des convictions acceptées en bloc. Elle peut plus facilement peut-être ranimer l'intérêt de ceux dont les convictions profondes se dissimulent sous l'épaisse croûte des désillusions.

C'est encore plus difficile de toucher les jeunes. Ce n'est pas une raison pour ne pas le tenter. C'est aux jeunes sans doute, aux membres de l'Enseignement de nous indiquer les sujets capables d'intéresser les jeunes travailleurs. Ce qu'il faut surtout c'est que notre revue — fidèle à ses traditions — éveille le désir de discuter les problèmes (tous les problèmes) et aussi (il n'y a pas contradiction) prouve par des exemples les possibilités et l'efficacité de l'action syndicale.

Il faut absolument que les militants, amis de la « R.P. », trouvent le temps de consacrer une monographie sérieuse à chaque mouvement significatif au-

quel ils ont participé. Nous attendons toujours de l'ami Lapeyre l'article qui nous éclairera sur les grèves dans les services de l'Aviation. Nos amis de la Loire doivent prolonger et étendre leur précieuse collaboration. Ne se trouvera-t-il pas à Saint-Nazaire ou à Nantes un camarade capable de nous donner l'essentiel sur une évolution qui, partant des journées de l'été 1955, aboutirait aujourd'hui à un climat nouveau (selon la presse bourgeoise) ? Ce ne sont là que des exemples. Bien entendu nous comptons sur les éléments fournis par les « cercles syndicalistes ». En particulier, celui du Livre, et aussi celui du Bâtiment. Pouvons-nous aussi nous adresser à nos amis de la fédération des Employés où l'on rencontre tant de militants actifs, curieux et audacieux ?

Toute cette documentation syndicale ne doit pas nuire aux autres rubriques que l'on voudrait au contraire développer.

Mais d'abord il faut songer à étendre notre public. Arracher un abonnement est souvent affaire de patience. Il ne faut pas craindre de persévérer, même lorsque le succès paraît douteux.

Il est deux méthodes à recommander :

1) Celle de la liste d'abonnés possibles que chaque ami de la « R.P. » devrait nous envoyer.

2) Celle des abonnements d'essai que l'on paye pour six mois ou un an au possible encore hésitant. C'est un sacrifice ordinairement rentable. Qui a lu notre revue ne s'abonne pas obligatoirement. Mais il ne l'oublie plus et y revient spontanément, lorsqu'il a besoin de lire quelque chose qui ne soit pas formule de catéchisme ou slogan de propagande.

ERRATUM

Dans la dernière « R.P. » (p. 2-26), une ligne sautée rend incompréhensible un paragraphe de l'article de Mercier. Le voici rétabli : « Le double défaut de la vie syndicale, fréquemment signalé dans ces colonnes, à savoir la poussée revendicative sans objectifs précis, et l'édification de projets généraux sans définition des méthodes et des forces en mesure de les faire aboutir, n'a pas disparu. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Imp. « E. P. », 232
rue de Charenton,
Paris-XII^e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er FEVRIER. — La Diète de la Sarre réclame l'intégration par étapes de l'économie sarroise dans l'économie allemande.

Le ministre soviétique de l'Intérieur est destitué.

A New-York, M. Ben Gourion, premier ministre israélien propose un plan de règlement avec les nations arabes.

JEUDI 2 FEVRIER. — M. Habib Bourguiba, chef du gouvernement tunisien, arrive à Paris.

VENDREDI 3 FEVRIER. — Message du maréchal Boulganine au président Eisenhower.

A Alger, la foule européenne manifeste à l'occasion du départ de M. Jacques Soustelle.

LUNDI 6 FEVRIER. — A son arrivée à Alger, le président Guy Mollet est accueilli par de violentes manifestations d'hostilité de la foule européenne.

Le secrétariat de la Fédération syndicale mondiale est expulsé de Vienne.

Le gouvernement soviétique proteste auprès du gouvernement iranien contre l'adhésion au pacte de Bagdad.

MERCREDI 8 FEVRIER. — Le général Catroux, ministre résidant en Afrique du Nord, est « démissionné ».

JEUDI 9 FEVRIER. — Robert Lacoste est nommé ministre résidant à la place du général Catroux.

A Madrid, violentes bagarres entre étudiants monarchistes et phalangistes. Suspension de tous les cours de l'Université.

VENDREDI 10 FEVRIER. — A Alger et à Paris, manifestation en faveur de l'« Algérie française » tandis que 61 représentants du Collège musulman demandent au gouvernement de reconnaître le « fait national algérien ».

LUNDI 13 FEVRIER. — Retour de Guy Mollet à Paris. Aux mines de Gafsa, en Tunisie, une bombe dans une cantine européenne tue deux militaires français, un mineur italien et fait onze blessés.

A Moscou, déclaration publique de Burgess et Mac Lean, ex-membre du Foreign Office, en fuite depuis le 25 mai 1951.

On annonce de Madrid la révocation du recteur de l'Université.

MARDI 14 FEVRIER. — A Moscou, ouverture du 20^e Congrès du parti communiste.

MERCREDI 15 FEVRIER. — Renforts envoyés dans la région de Taza (Maroc).

Nombreux attentats dans le Constantinois et en Kabylie.

JEUDI 16 FEVRIER. — A Londres, on constate que la crise de la livre sterling est entrée dans une phase aiguë.

Remaniement ministériel à Madrid, le ministre de l'Education et le secrétaire de la Phalange sont destitués.

Lock-out de 8.000 ouvriers typographes de Londres.

Deux tribunaux de Louisiane condamnent la ségrégation raciale.

M. Kekkonen est élu président de la république finlandaise par 511 voix contre 149 au candidat social-démocrate (les communistes ont voté pour le candidat agrarien).

VENDREDI 17 FEVRIER. — La Chambre des Communes vote l'abolition de la peine de mort.

Suspension de la livraison de matériel militaire américain à l'Arabie Séoudite.

Soulèvement militaire au Pérou.

SAMEDI 18 FEVRIER. — A Moscou, Mikoyan, premier vice-président du Conseil, condamne les thèses de Staline au congrès communiste.

DIMANCHE 19 FEVRIER. — Elections en Grèce, succès de la coalition antigouvernementale, mais l'Union radicale conservera la majorité des sièges.

LUNDI 20 FEVRIER. — La France communique aux alliés un dossier sur l'aide arabe aux rebelles du Maghreb.

A la suite d'une enquête des partis communistes de l'U.R.S.S., d'Italie, de Bulgarie, de Finlande et de Pologne, le parti communiste polonais, dissous en 1938, est réhabilité.

Les Etats-Unis proposent d'envoyer des pro-

duits agricoles aux pays européens éprouvés par la vague de froid.

MARDI 21 FEVRIER. — Dans l'Oranais, à la frontière algéro-marocaine, 50 tirailleurs algériens passent du côté des rebelles.

La presse officielle de Moscou et de Budapest réhabilite Bela-Kun, liquidé sous Staline.

MERCREDI 22 FEVRIER. — L'Indonésie dénonce les accords économiques et financiers avec la Hollande.

JEUDI 23 FEVRIER. — Nouvelles attaques des rebelles du Constantinois à la frontière marocaine.

Violentes bagarres au quartier Latin au sujet de l'Algérie.

Protestation de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme contre la tenue à Madrid d'un conseil de l'U.N.E.S.C.O.

SAMEDI 25 FEVRIER. — Au conseil général de la Seine, majorité communiste et socialiste pour le vote du budget.

Par 301 voix contre 276, l'Assemblée nationale refuse l'urgence du débat scolaire.

VENDREDI 24 FEVRIER. — Importante déclaration de Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, au cours d'une conférence de presse.

LUNDI 27 FEVRIER. — Violentes manifestations à Constantine et à Alger lors des obsèques des victimes des attentats terroristes.

A Oran, 500 manifestants musulmans s'attaquent à un dépôt d'armes et de munitions.

MARDI 28 FEVRIER. — Solennel appel de G. Mollet aux Algériens.

Le Parlement sud-africain, par 174 voix contre 68, vote le projet supprimant le droit de vote aux gens de couleur.

Fin de la rébellion militaire du Brésil.

MERCREDI 29 FEVRIER. — Les représentants des gouvernements français et marocains vont publier une déclaration affirmant le principe de l'indépendance marocaine.

A Paris, conversations franco-tunisiennes. Manifestations nationalistes des étudiants de Toulouse.

L'Assemblée nationale a voté la loi fixant à trois semaines la durée des congés payés.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1956

RECETTES	
Abonnements ordinaires	39.690
Abonnements de soutien	14.500
Souscription	54.190
Vente « R. P. »	2.150
Vente « C. S. »	1.570
Vente « E. de l'impérialisme »	1.000
	300
	59.210
En caisse à fin janvier	46.678
	<u>105.888</u>
DEPENSES	
Frais d'expédition	2.900
Téléphone	3.445
	6.345
En caisse à fin février :	
Espèces	7.590
Chèques postaux	91.953
	<u>99.543</u>
	<u>105.888</u>

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fuvel (Rhône) 2.000 ; Grandjouan (Paris) 2.500 ; Toesca (Seine) 2.000 ; Claveyrolas (Loire) 1.500 ; Pinty (Algérie) 5.000 ; Mlle Landry (Vienne) 1.500. — Total : 14.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Duperray (Loire) 200 ; Cortel (Côte-d'Or) 200 ; Padros (Rhône) 300 ; Mlle Talon (Loire) 200 ; Baldovini (Bouches-du-Rhône) 500 ; Langlois (Seine) 100 ; Bureau (Algérie) 500 ; All Ferdoussi 150. — Total : 2.150 francs.

A PARAITRE :

Un roman-témoignage de

— A.-V. JACQUET —

REFUS DE PARVENIR

(Vie d'un jeune instituteur campagnard
au début du siècle et naissance du syndicalisme)

Il faut 500 souscripteurs à 500 francs chacun

Adresser les fonds recueillis à

Pierre MONATTE

13, rue de Châtillon, Vanves (Seine)

C.C.P. 3499-99 Paris